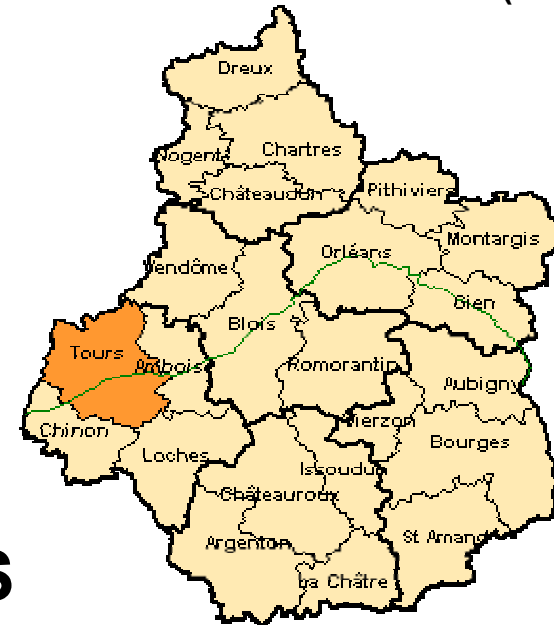




La population et l'emploi dans
LA ZONE D'EMPLOI DE TOURS



Caractéristiques de la zone - Tendances 1982 - 1999

Directeur de la publication : Jean-Claude GAPIN-FREHEL, Délégué général du GIP ALFA CENTRE

Ce dossier a été réalisé par Hubert BOUQUET, chargé d'études.

Conception, méthodologie : Marie-Béatrice ROCHARD, directrice de l'O.R.F.E.

Bases de données, cartographie, maquettage : Claude CHOUILLET, chargée de mission

Mise en ligne : Avril 2005

Dernière mise à jour le : Avril 2005

PRESENTATION

Chiffres-clés en 1999:

Population : 379 742 habitants
(15,6 % de la population régionale)

Emplois au lieu de travail : 155 680

Actifs résidents : 173 647

-en emploi : 151 276

-au chômage : 22 371

La zone est dominée par une agglomération où le secteur tertiaire est prédominant et l'emploi fortement qualifié. Elle se situe sur un axe ligérien où l'emploi est dynamique et les migrations favorables à la croissance de la population. Cependant, si, entre 1990 et 1999, la croissance de l'emploi est plus forte dans la zone qu'en région, c'est le fait du tissu économique et de la structure de qualification. La dynamique propre à chaque activité économique ou à chaque niveau de qualification est moins forte dans la zone qu'en région.

Une augmentation des emplois qui s'amenuise entre 1990 et 1999

Dans la zone de Tours, les emplois augmentent au rythme annuel moyen de 0,63 % par an entre 1982 et 1990. La zone s'inscrit dans le contexte de croissance de l'emploi de l'axe ligérien. Cependant, comme dans la zone de Blois, la croissance de l'emploi s'amenuise entre 1990 et 1999, à l'inverse des quatre autres zones (Chinon, Amboise, Orléans et Gien). Cette progression relève uniquement de l'emploi féminin depuis 1990.

Une croissance freinée par la forte réduction des emplois dans l'industrie et le bâtiment entre 1990 et 1999

De 1982 à 1999, l'emploi a augmenté dans le secteur tertiaire. Entre 1990 et 1999, cette progression s'est légèrement ralentie. A l'inverse, l'emploi a fortement diminué dans l'industrie et le bâtiment. Cette baisse s'est fortement accentuée entre 1990 et 1999. Comme pour l'ensemble des zones, les effectifs continuent de diminuer dans l'agriculture.

Une activité tertiaire importante et variée

Les secteurs de l'agriculture et du bâtiment sont faiblement représentés dans la zone (8,3 % des emplois contre 11,6 % en région). Inversement, le secteur tertiaire prédomine beaucoup plus dans la zone qu'en région (75,6 % des emplois contre 66,2 %). A l'exception des secteurs "commerce et réparation automobile", "recherche et développement" et "services personnels et domestiques", toutes les activités tertiaires sont sur-représentées dans la zone. Celles qui distinguent le plus la zone de la région sont : "transports", "activités immobilières", "conseils et assistances", "activités financières", "hôtels et restaurants", "activités récréatives, culturelles et sportives", "commerce de gros" et "éducation".

Une industrie peu présente

Le secteur industriel représente seulement 16,1 % des emplois dans la zone, contre 22,2 % en région. Trois activités sont, cependant, plus représentées qu'en région : "chimie, caoutchouc et plastiques", "édition, imprimerie et reproduction" et "construction navale et aéronautique".

Entre 1990 et 1999, une forte accentuation de la baisse des emplois "d'ouvriers" et "d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise" et un ralentissement important de la croissance des emplois de cadres

Tout au long de la période 1982 - 1999, les "agriculteurs exploitants", les "artisans, commerçants et chefs d'entreprises" et les "ouvriers" perdent des emplois. Cette baisse s'est fortement accélérée entre 1990 et 1999 pour les "artisans, commerçants et chefs d'entreprise" et les "ouvriers".

En sens inverse, les "cadres", les "professions intermédiaires" et les "employés" ont accru leurs effectifs. Mais, cette croissance s'est fortement ralentie entre 1990 et 1999, pour les "cadres et professions intellectuelles supérieures". En revanche, elle s'est accentuée pour les "employés".

Faible représentation des métiers de l'agriculture, du bâtiment et des travaux publics et des métiers industriels

Les métiers de l'agriculture, du bâtiment et des travaux publics et les métiers industriels représentent 24,4 % des emplois dans la zone contre 31,7 % dans la région, soit un écart de 7,3 points. Néanmoins, les techniciens et cadres du bâtiment, les ouvriers qualifiés de la peinture et de la finition, les électriciens du bâtiment, les techniciens en électricité, électronique et les ouvriers des industries graphiques sont légèrement plus représentés dans la zone.

"Administration, gestion, finances", "commerce, vente", "santé", "formation et recherche", "hôtellerie, restauration" et "arts et spectacles, communication" : des métiers tertiaires représentatifs de la zone

Les métiers tertiaires regroupent 75,6 % des emplois dans la zone et 68,3 % dans la région. Six domaines professionnels tertiaires sont beaucoup plus représentés dans la zone

- 1 - "administration, gestion, finances", en raison des métiers de la banque et des assurances, et des informaticiens,
- 2 - "commerce, vente", du fait de la plus grande place occupée par les cadres commerciaux et technico-commerciaux et les représentants,
- 3 - "santé", avec la plus grande présence des médecins, des infirmières et des professions paramédicales,
- 4 - "formation, recherche", avec les enseignants et les formateurs,
- 5 - "hôtellerie-restauration",
- 6 - "arts et spectacles, communication".

Une moindre croissance de la population active entre 1990 et 1999

La population active augmente de 1982 à 1999. Mais, entre 1990 et 1999, cette progression s'est ralentie. Ceci résulte uniquement d'une plus faible incidence du renouvellement des générations sur l'évolution du nombre des actifs. A l'inverse, les migrations résidentielles et l'évolution des taux d'activité par âge tendent à intensifier légèrement la progression de la population active.

Une croissance du chômage entre 1982 et 1999

La croissance de la population active est plus élevée que celle de l'emploi. Cette différence se manifeste principalement par un accroissement du chômage. Celui-ci s'est légèrement accentué entre 1990 et 1999, en raison essentiellement d'une plus grande dégradation du marché du travail pour les hommes.

Un niveau de formation élevé

En 1999, le niveau de formation de la population de la zone de Tours est plus élevé que celui de la région, en raison d'une plus faible part de non diplômés et d'une plus forte proportion de titulaires de diplômes de niveau supérieur au baccalauréat. Entre les anciennes générations (30 - 59 ans) et nouvelles (25 - 29 ans), l'élévation du niveau de diplôme se traduit principalement par une progression du poids des diplômés de niveau supérieur à BAC +2. Celle-ci est plus forte dans la zone qu'en région.

Quelques indicateurs pour la zone d'emploi de Tours :

- Part des jeunes (moins de 25 ans) : 32,2 % (Centre : 29,9 %)
- Part des sans diplôme (25-29 ans) : 10,4 % (Centre : 13,9 %)
- Part des emplois industriels : 16,1 % (Centre : 22,2 %)
- Part des ouvriers : 25,6 % (Centre : 30,5 %)
- Part des employés : 30,8 % (Centre : 28,6 %)
- Part des professions intermédiaires et cadres : 36,4 % (Centre : 31,2 %)

SOMMAIRE

CARACTERISTIQUES

POPULATION ET ACTIVITE

- La population totale.....p. 4
- La population active.....p. 5 - 6

FORMATION

- Le taux de scolarisation.....p. 7
- Le niveau de formation.....p. 8

EMPLOI

- Les secteurs d'activité économique.....p. 9 - 10
- Le statut des emplois occupés.....p. 11
- Les qualifications (CSP).....p. 12
- Les familles professionnelles.....p. 13 - 14
- Les actifs résidents et les emplois.....p. 15 - 16

DEPLACEMENTS DOMICILE – TRAVAIL

- Les mouvements quotidiens domicile – travail.....p. 17 - 18

TENDANCES 1982 - 1999

POPULATION ET ACTIVITE

- Evolution de la population totale.....p. 20
- Evolution de la population active.....p. 21 - 22
- Evolution des taux d'activité.....p. 23 - 24
- Evolution du taux de chômage.....p. 25
- Evolution du taux d'emploi.....p. 26

FORMATION

- Evolution du niveau de formation.....p. 27 - 28

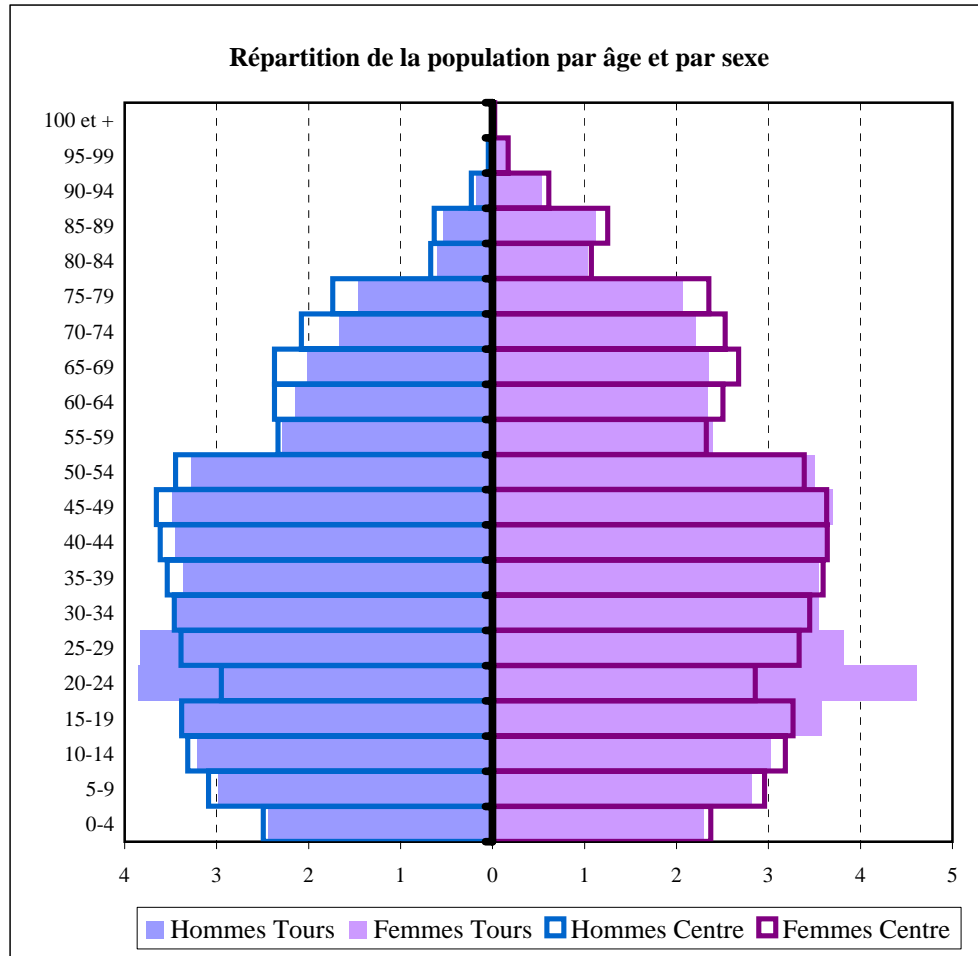
EMPLOI

- Evolution du statut des emplois occupés.....p. 29
- Evolution de l'emploi.....p. 30
- Evolution de l'emploi par secteurs d'activité économique.....p. 31 - 32
- Evolution de l'emploi par qualifications.....p. 33 - 34
- Evolution de la situation de l'emploi.....p. 35

DEPLACEMENTS DOMICILE – TRAVAIL

- Evolution des mouvements quotidiens domicile – travail.....p. 36

La population totale



Source : Recensements de la Population - INSEE

Un peu moins d'un habitant de la région sur six

Avec 379 742 habitants, la zone d'emploi de Tours représente 15,6 % de la population régionale, soit un peu moins d'un habitant de la région sur six.

Les jeunes de 15 à 34 ans, nombreux dans la zone

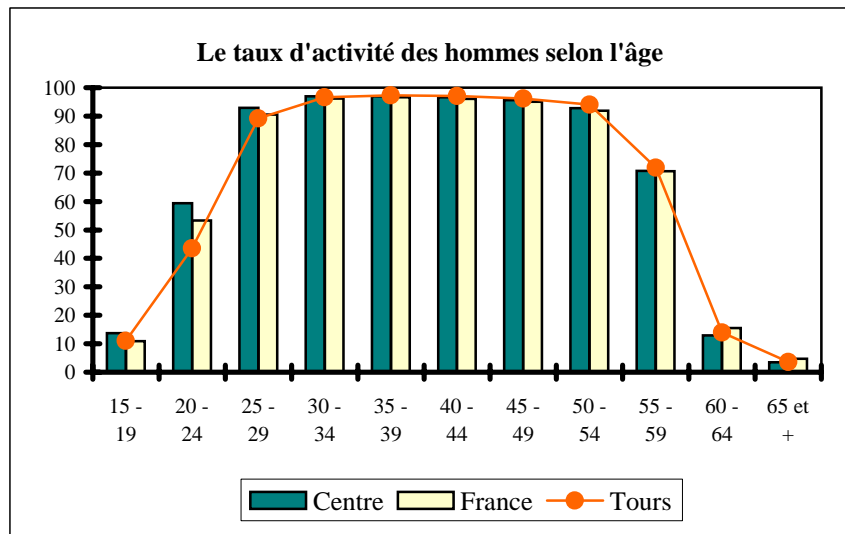
L'âge moyen de la population de la zone de Tours est plus jeune que celui de la région, 38 ans contre 40 ans. Cette différence s'explique par la forte proportion des jeunes âgés de 15 à 29 ans (23,1 % de la population contre 19,2 % en région). En contrepartie, la zone se distingue par un faible nombre de personnes âgées de 60 ans ou plus (20,5 % contre 23,3 % en région).

Une immigration nette⁽¹⁾ pour les jeunes de 15 à 24 ans

La forte proportion des jeunes de 15 à 29 est liée, en partie, à la présence des étudiants de l'université. D'ailleurs, la zone de Tours comme celle d'Orléans sont les seules zones de la région à connaître un solde migratoire positif pour la population âgée de 15 à 24 ans. Néanmoins, entre 25 et 34 ans, le solde migratoire redevient négatif dans la zone de Tours.

(1) Il y a émigration nette quand les émigrations résidentielles sont supérieures aux immigrations résidentielles (solde migratoire négatif). A l'inverse, il y a immigration nette quand les immigrations résidentielles sont supérieures aux émigrations résidentielles (solde migratoire positif)

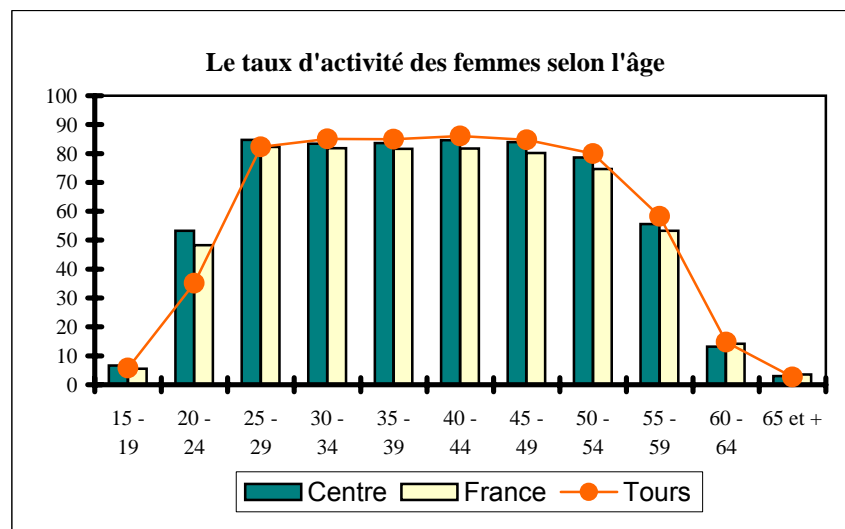
La population active



Plus de 170 000 actifs, en mars 1999

La zone d'emploi compte 173 647 actifs en mars 1999, soit 15,7 % des actifs de la région. La population active est composée d'hommes à 52,2 % (53,8 % pour la région Centre). En comparaison avec la région, cette population se concentre plus sur les jeunes de 15 – 34 ans (36,8 % de la population active contre 35,7 %). A l'inverse, la part des 35 ans ou plus dans la population active est plus faible dans la zone qu'en région. Cette sous-représentation concerne principalement la classe d'âge 35 – 54 ans.

Contrairement à la plupart des zones de la région, les classes d'âge les plus nombreuses se situent entre 25 et 29 ans. Viennent ensuite les classes d'âge qui ont entre 35 et 54 ans : elles correspondent aux générations du baby boom. Celles-ci commenceront à atteindre 60 ans à partir de 2005.



Un niveau d'activité plus faible avant 30 ans et plus élevé au-delà de cet âge

En observant les taux d'activité par âge pour la zone d'emploi et la région, deux particularités apparaissent :

1. les taux d'activité sont plus faibles avant 30 ans ; la différence est très nette pour les 20 – 24 ans (43,5 % dans la zone contre 59,3 % en région pour les hommes ; 35,1 % contre 53,2 % pour les femmes) ; la présence de l'université explique, en partie, ce moindre niveau d'activité,
2. ils sont plus élevés à partir de 30 ans, notamment entre 50 et 64 ans.

Source : Recensements de la Population - INSEE

La population active

Taux d'activité des 15 - 64 ans en 1999 (%)

	Hommes	Femmes	Ensemble
Tours	73,1	62,9	67,8
Centre	75,6	65,2	70,4
France	74,5	63,1	68,7

Taux de chômage en 1999 (%)

	Hommes	Femmes	Ensemble
Tours	11,0	14,9	12,9
Centre	9,5	13,9	11,5
France	11,0	15,0	12,9

Taux d'emploi des 15 - 64 ans en 1999 (%)

	Hommes	Femmes	Ensemble
Tours	65,1	53,4	59,1
Centre	68,3	56,1	62,2
France	66,2	53,6	59,9

Source : Recensements de la Population - INSEE

Un taux d'activité moins élevé dans la zone

Le taux d'activité global des 15 - 64 ans est plus faible dans la zone que dans le territoire régional (67,8 % contre 70,4%). Cette situation touche aussi bien les hommes que les femmes. Le faible niveau des taux d'activité entre 20 et 29 ans explique pour l'essentiel cette différence (voir page précédente).

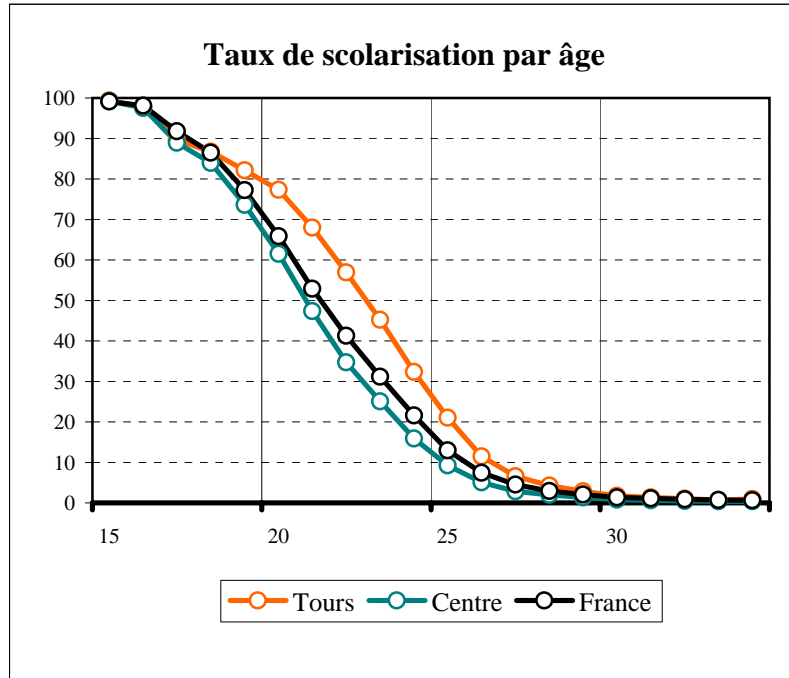
Un taux de chômage supérieur à la moyenne régionale

Avec un taux de 12,9 % en mars 1999, le niveau du chômage est supérieur à celui de la région (11,5 %). Cette différence entre le taux de chômage de la zone et celui de la région est plus accentuée pour les hommes (11,0 % contre 9,5 %, soit 1,5 point d'écart) que pour les femmes (14,9 % contre 13,9 %, 1,0 point d'écart).

Un taux d'emploi inférieur à la moyenne régionale

Avec un taux d'activité moins élevé et un taux de chômage supérieur, le taux d'emploi de la population âgée de 15 à 64 ans est plus faible dans la zone de Tours qu'en région. Il est inférieur de 3,1 points (59,1 % contre 62,2 %). Cette différence au détriment de la zone est légèrement plus grande pour les hommes que pour les femmes (respectivement - 3,2 points et - 2,7 points).

Le taux de scolarisation



Le premier taux de scolarisation de la région

Avec un taux de 51,2 %, le niveau de scolarisation des 15 – 29 ans de la zone de Tours est nettement supérieur à celui de la région Centre (43,4 %). Il est le plus élevé de la région. Cette différence favorable à la zone est liée principalement au niveau élevé des taux de scolarité entre 20 et 25 ans.

Un taux de scolarisation des femmes très élevé

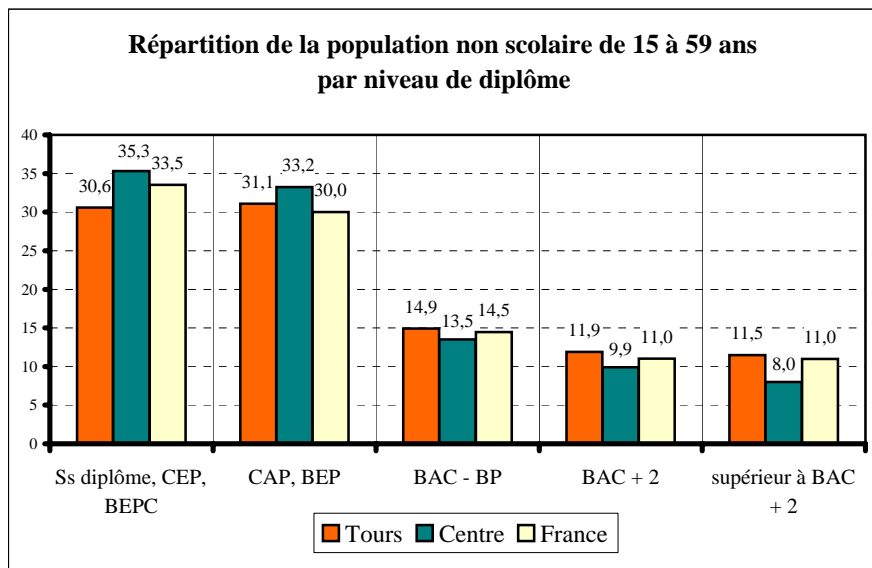
Cette différence positive pour la zone se retrouve aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Néanmoins, l'écart est plus grand pour les femmes. Leur taux de scolarisation atteint 55,0 % dans la zone et seulement 45,8 % en région, soit une différence de 9,2 points. Pour les hommes, l'écart n'est que de 6,2 points (47,2 % dans la zone contre 41,0 % en région).

Taux de scolarisation des 15 - 29 ans (%)

	Hommes	Femmes	Ensemble
Tours	47,2	55,0	51,2
Centre	41,0	45,8	43,4
France	44,1	47,1	45,6

Source : Recensements de la Population - INSEE

Le niveau de formation



Près de quatre habitants sur dix, titulaires d'un diplôme de niveau baccalauréat ou plus

La part des titulaires d'un diplôme de niveau égal ou supérieur au baccalauréat atteint 38,3 % de la population dans la zone et 31,4 % en région, soit 6,9 points d'écart. Plus le niveau de diplôme s'élève, plus les écarts avec la région s'accroissent.

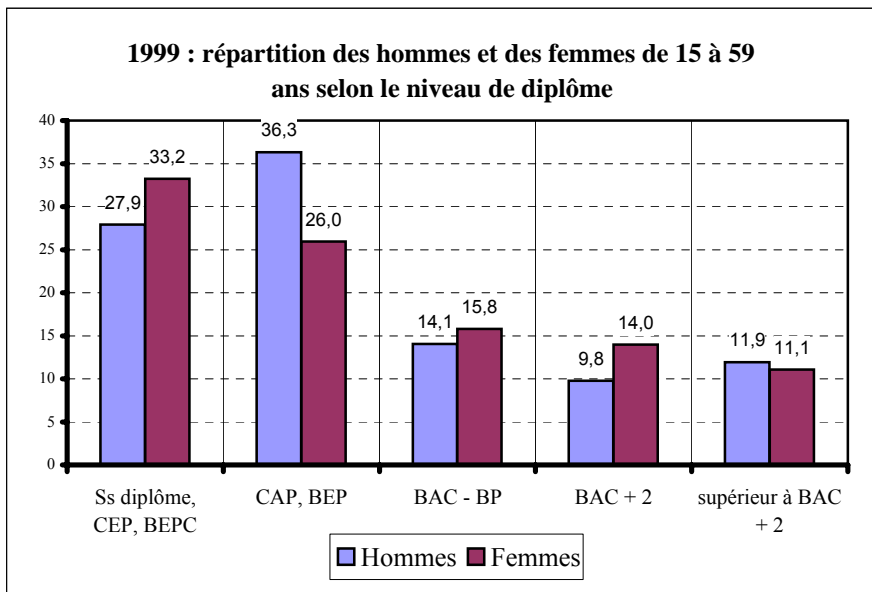
Très faible part de non diplômés

En contrepartie, les sans diplôme et les titulaires d'un diplôme égal ou inférieur au CAP ou BEP sont moins nombreux dans la zone. Les titulaires d'au plus un CEP ou un BEPC sont la principale origine de cette moindre importance. Ils représentent seulement 30,6 % de la population dans la zone et 35,3 % dans la région, soit une différence de 4,7 points. A l'intérieur de cette catégorie de population, les non diplômés sont fortement sous-représentés (13,6 % de la population contre 16,5 % en région, soit 2,9 points d'écart).

Les titulaires d'un CAP ou d'un BEP sont, quant à eux, légèrement moins représentés dans la zone (31,1 % de la population 33,2 % en région).

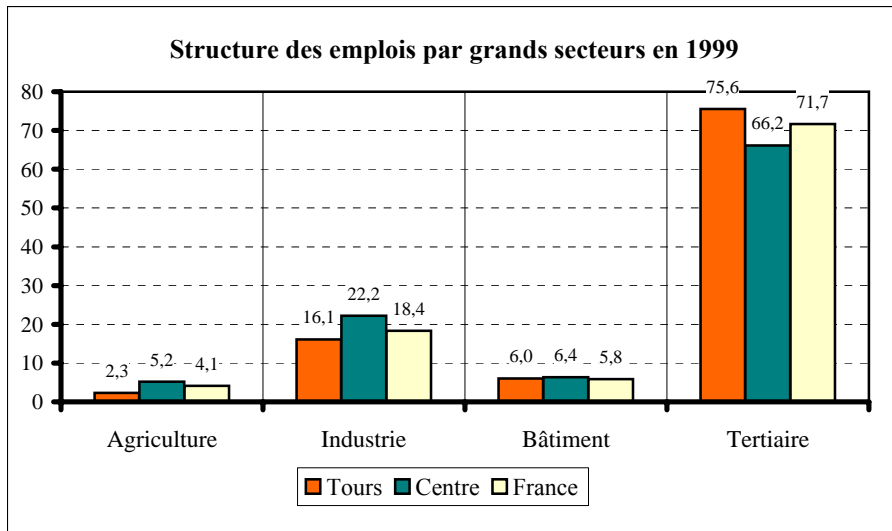
CEP et BEPC, baccalauréat et baccalauréat + 2 ans, pour les femmes, CAP et BEP pour les hommes

La comparaison entre les deux sexes fait ressortir que les hommes se répartissent principalement sur les CAP et BEP. Les femmes possèdent proportionnellement plus de diplômes de niveau baccalauréat et baccalauréat + 2 ans. A l'intérieur du groupe "sans diplôme, CEP et BEPC", les femmes sont plus nombreuses que les hommes à posséder un diplôme de fin de scolarisation obligatoire (CEP et BEPC) (19,8 % contre 14,2 %). La part des sans diplômes est pratiquement équivalente pour les femmes et pour les hommes (respectivement 13,4 % et 13,7 % de la population).



Source : Recensements de la Population - INSEE

Les secteurs d'activité économique



Source : Recensements de la Population - INSEE

Un emploi de la région sur six dans la zone de Tours

Dans la zone de Tours, 155 680 emplois sont recensés en mars 1999, soit 16,6 % des emplois de la région ou un emploi de la région sur six.

Une forte sur-représentation du tertiaire

Le secteur tertiaire emploie beaucoup plus d'actifs dans la zone qu'en région (75,6 % des emplois contre 66,2 %). Cette forte présence se fait principalement au détriment de l'agriculture (2,3 % contre 5,2 % en région) et de l'industrie (16,1 % contre 22,2 %). Le secteur du bâtiment, quant à lui, est légèrement sous-représenté dans la zone (6,0 % contre 6,4 % en région)

Près de deux emplois sur cinq dans "Santé action sociale", "administration publique", "éducation", et "commerce de détail, réparations"

"Santé action sociale", "administration publique", "éducation", et "commerce de détail, réparations", sont les secteurs du tertiaire aux effectifs les plus nombreux. Ils occupent 39,1 % des emplois de la zone.

"Transports", "activités immobilières", "conseils et assistances" et "activités financières", des secteurs tertiaires qui distinguent la zone de la région

Quatre secteurs caractérisent le plus le secteur tertiaire de la zone de Tours :

1. "transports" : 5,9 % des emplois dans la zone contre 3,9 % en région
2. "activités immobilières" : 1,3 % contre 0,8 %,
3. "conseils et assistance" : 4,2 % contre 3,3 %,
4. "activités financières" : 3,1 % contre 2,5 %.

En comparaison avec la région, les secteurs "hôtels et restaurants", "activités récréatives, culturelles et sportives" et "commerce de gros" sont, aussi, avec "l'éducation", des activités fortement représentées dans la zone.

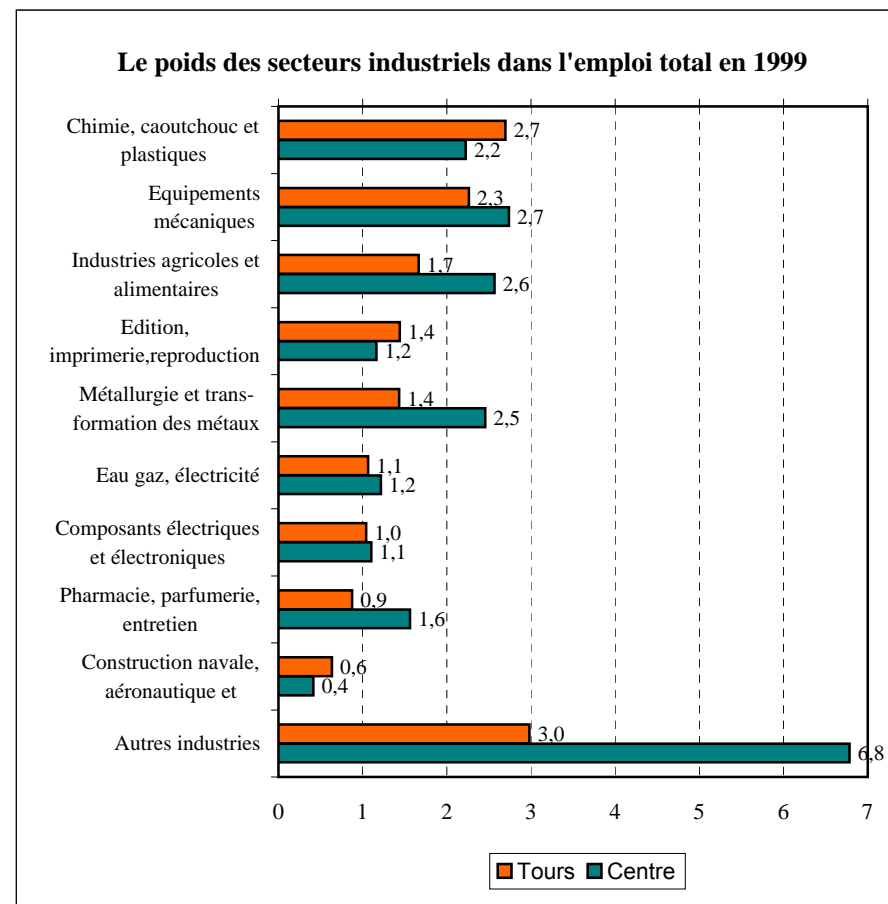
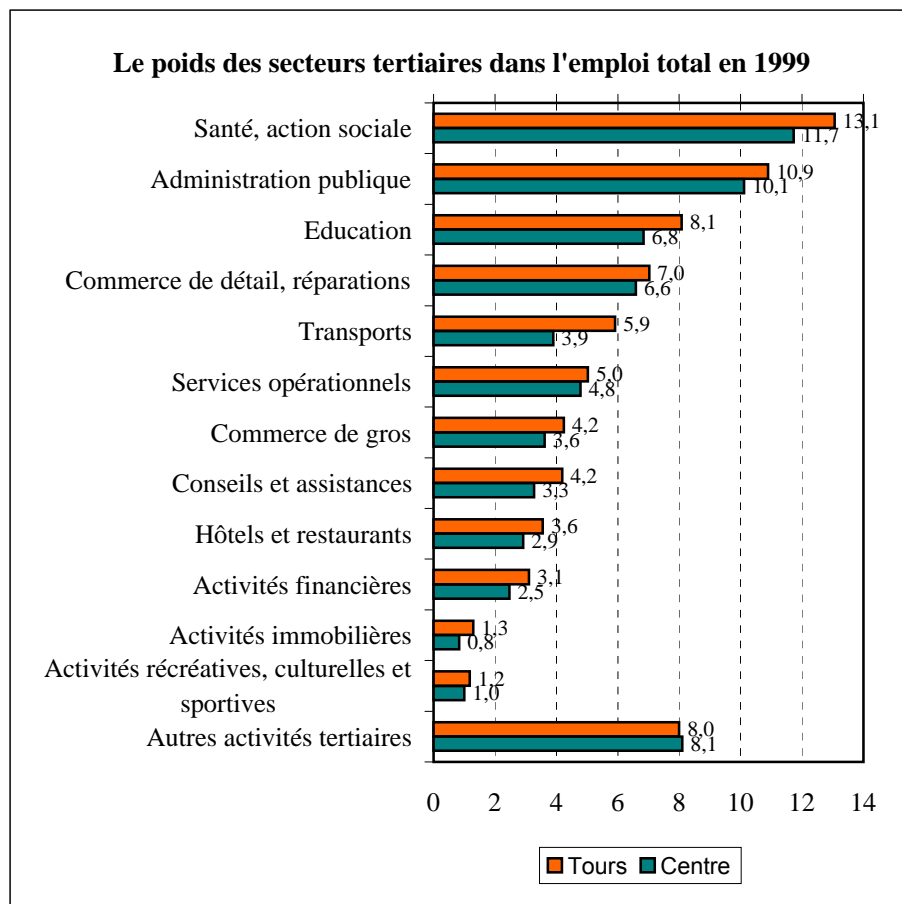
"Chimie, caoutchouc et plastiques", "édition, imprimerie, reproduction" et "construction navale, aéronautique et ferroviaire", industries légèrement sur-représentées dans la zone

Dans l'industrie, trois secteurs pèsent plus dans la zone qu'en région :

1. "chimie, caoutchouc et plastiques" (2,7 % des emplois contre 2,2 %), avec, entre autres, les entreprises "Michelin" et "Hutchinson"
2. "édition, imprimerie, reproduction" (1,4 % contre 1,2 %), avec la Nouvelle République du Centre notamment,
3. "construction navale, aéronautique et ferroviaire" (0,6 % contre 0,4 %), avec le fabricant de véhicules pour invalides "Invacare Poirier sa".

Le secteur des "composants électriques et électroniques", avec le groupe "STMicroelectronics sa", occupe une place semblable dans la zone et la région.

Les secteurs d'activité économique²

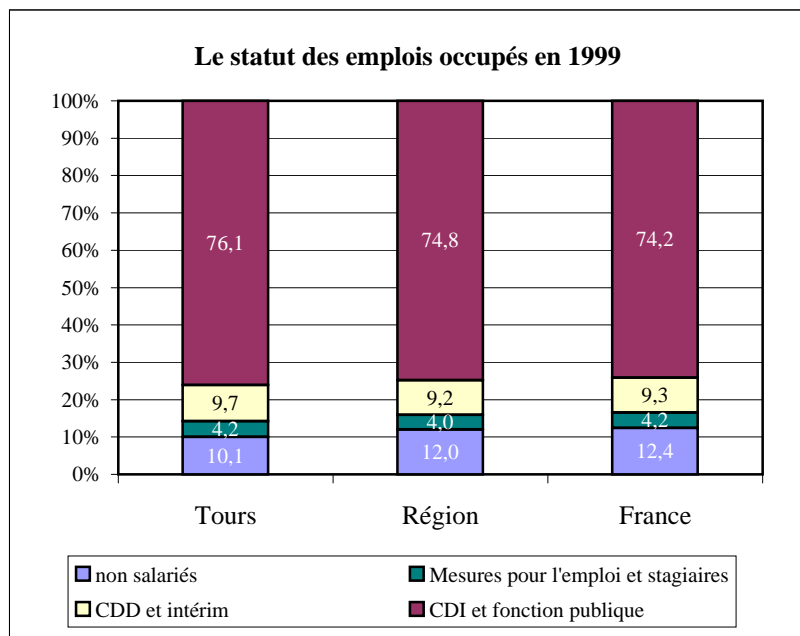


Source : Recensements de la Population - INSEE

2 - Grille de lecture : Parmi les secteurs tertiaires, l'administration publique regroupe 10,9 % des emplois de la zone de Tours, contre 10,1 % des emplois de la région Centre.

Le statut des emplois occupés

Une sur-représentation des titulaires de la fonction publique



Source : Recensements de la Population - INSEE

Les mesures pour l'emploi comprennent les apprentis et les contrats aidés (CES, CIE, contrats de qualification, emplois jeunes, contrat initiative emploi, contrats d'adaptation, contrats d'orientation, etc.).

Avec une part de 10,1 % des actifs en emploi, les non salariés sont moins représentés dans la zone de Tours qu'en région Centre (12,0 %) et qu'en France (12,4 %). En contrepartie, les salariés y sont plus nombreux. Cette meilleure position des salariés se répercute sur un grand nombre de types de contrats. C'est le cas des titulaires de la fonction publique: ils représentent 19,5 % des actifs en emplois dans la zone et 17,2 % en région, soit un écart de 2,3 points. La place importante qu'occupe "l'administration", la "santé et l'action sociale" et "l'éducation" dans ce territoire explique cette situation. En revanche, le poids des contrats à durée indéterminée (CDI) dans la zone est plus faible (56,6 % contre 57,6 % en région). Les salariés sous contrat juridiquement stable (CDI et titulaires de la fonction publique) représentent 76,1 % des actifs en emploi dans la zone et 74,8 % en région.

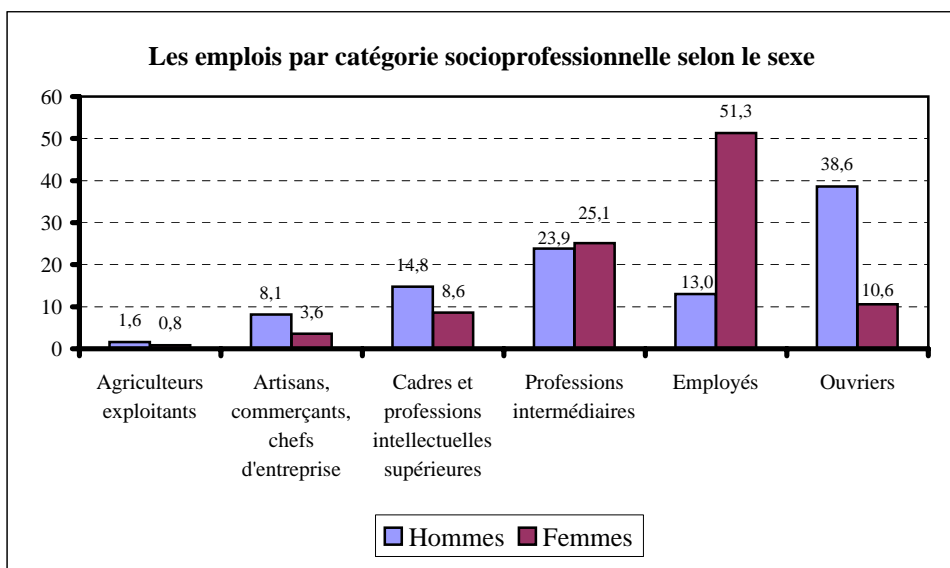
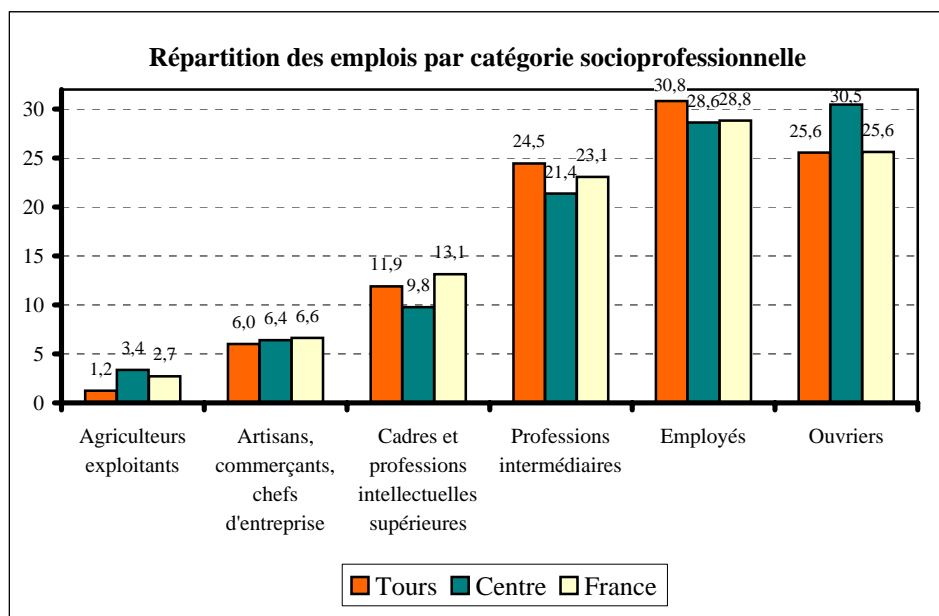
Une présence plus importante des CDD dans la zone

Les salariés en contrat à durée déterminée (CDD) et les intérimaires occupent une place plus importante dans la zone qu'en région (9,7 % contre 9,2 %). Les CDD expliquent cette différence : ils représentent 7,8 % des actifs en emploi dans la zone contre 7,0 % en région. En revanche, les intérimaires sont moins représentés dans la zone (1,9 % des actifs en emploi contre 2,2 % en région).

Une présence légèrement des salariés sous mesure pour l'emploi

Les salariés sous mesures pour l'emploi et les stagiaires sont légèrement plus représentés dans la zone qu'en région (4,2 % des actifs en emploi contre 4,0 %).

Les qualifications (catégories socioprofessionnelles)



Source : Recensements de la Population - INSEE

Une forte présence des "professeurs et professions scientifiques" et "des cadres administratifs et commerciaux d'entreprise"

Les "cadres et professions intellectuelles supérieures" représentent 11,9 % des emplois dans la zone contre 9,8 % en région, soit 2,1 points d'écart. Ceci est lié, principalement, au poids élevé des "professeurs et professions scientifiques" et des "cadres administratifs et commerciaux d'entreprise" (5,9 % contre 4,5 % en région, soit 1,4 point d'écart).

Une forte sur-représentation des professions intermédiaires de la santé et du travail social, de l'administration et du commerce

Les professions intermédiaires regroupent 24,5 % des emplois dans la zone et 21,4 % en région (3,1 points d'écart). Celles de la santé et du travail social et celles de l'administration et du commerce expliquent cette différence : elles représentent 14,2 % des emplois dans la zone et 11,4 % en région, soit 2,8 points d'écart.

Une plus grande place des employés administratifs d'entreprise et des employés de commerce

Les employés occupent 30,8 % des emplois dans la zone et 28,6 % en région (2,2 points d'écart). Ceci concerne, d'abord, les employés administratifs d'entreprise et les employés de commerce (12,3 % des emplois contre 10,6 % en région, soit 1,7 point de différence).

Une sous-représentation importante des ouvriers de type industriel, des ouvriers agricoles et des ouvriers non qualifiés

La plus faible part des ouvriers (25,6 % des emplois contre 30,5 % en région) est liée principalement à une moindre place des ouvriers de type industriel (11,5 % contre 15,5 %) et des ouvriers agricoles (0,8 % contre 1,4 %). En terme de qualification, les ouvriers non qualifiés sont peu représentés (8,8 % contre 11,7 %). Les agriculteurs exploitants sont, quant à eux, nettement sous-représentés (1,2 % des emplois contre 3,4 % en région).

Les familles professionnelles

Une forte sous-représentation des métiers de "l'agriculture"

Les métiers de l'agriculture sont très nettement sous-représentés dans la zone (2,5 % des emplois dans la zone contre 5,4 % dans la région Centre).

Une représentation équivalente des métiers du bâtiment dans la zone et en région

Les métiers du bâtiment occupent une place similaire dans la zone et la région (respectivement 6,1 % et 6,2 % des emplois). Ce constat résulte de deux situations contraires :

- 1 - une plus forte présence des techniciens et cadres du bâtiment et des ouvriers qualifiés de la peinture et de la finition,
- 2 - une plus faible place des ouvriers du gros œuvre et des travaux publics.

"Electricité, électronique" et "industries graphiques" : deux domaines qui émergent dans des métiers industriels⁽³⁾ fortement sous-représentés

Les métiers industriels représentent 15,8 % des emplois dans la zone et 20,1 % dans la région soit un écart de 4,3 points.

Les métiers du "travail des métaux et de la mécanique" et ceux des "industries de transformation" expliquent, en grande partie cette différence (8,9 % des emplois contre 12,3 % en région soit un écart de 3,4 points).

Néanmoins, les métiers de "l'électricité et de l'électronique" (3,7 % des emplois) occupent une place semblable dans la zone et la région : la plus grande part des électriciens du bâtiment et des techniciens de l'électricité et de l'électronique dans l'emploi de la zone compense la moindre représentation des ouvriers du montage en électricité et électronique.

Les métiers des "industries graphiques" occupent, aussi, une place similaire dans la zone et en région (0,8 % des emplois).

(3) les domaines industriels comprennent "travail des métaux, mécanique", "réparation automobile",

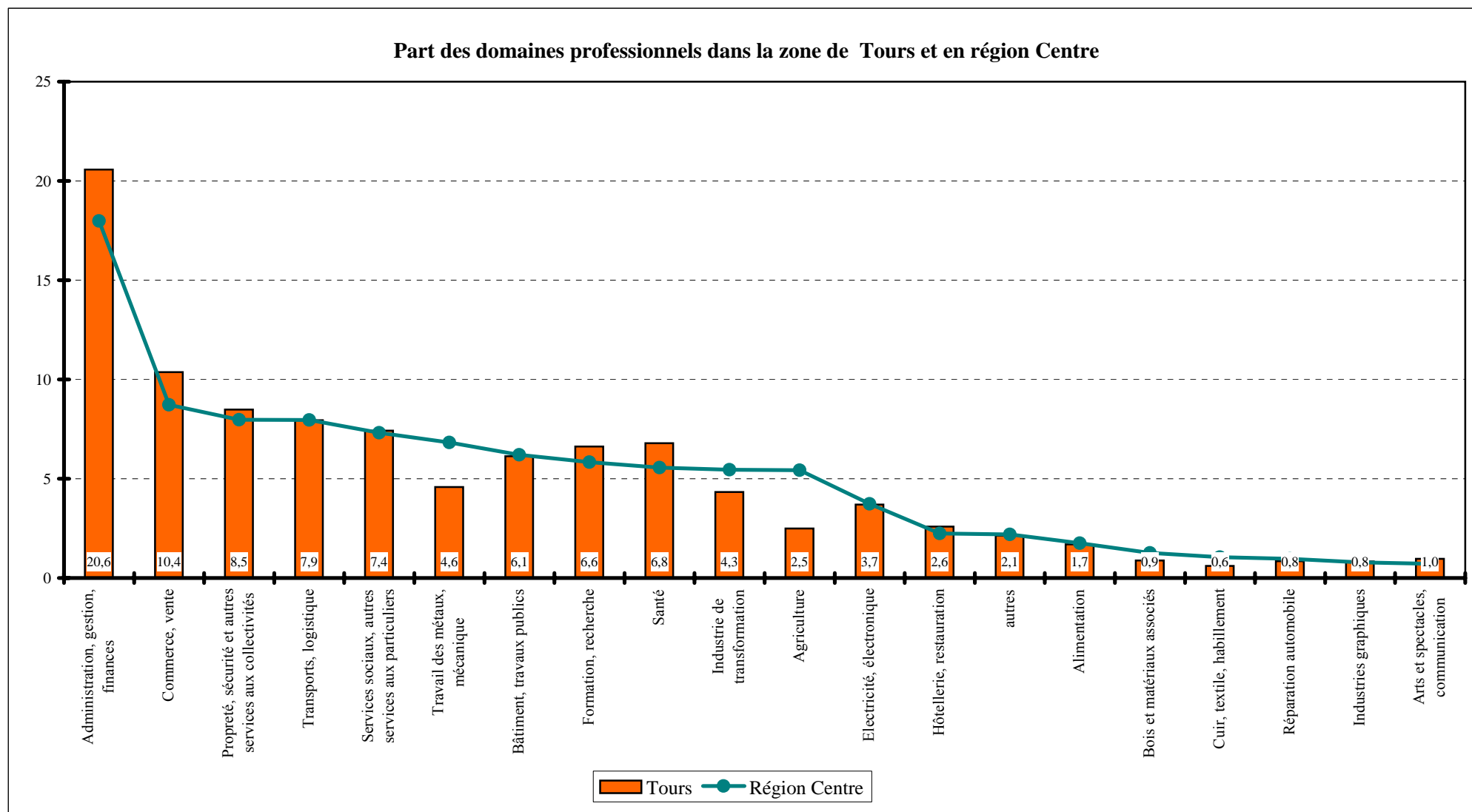
Forte sur-représentation des métiers de "l'administration, gestion, finances", du "commerce et de la vente", de la "santé", de la "formation et de la recherche", de "l'hôtellerie, restauration" et des "arts et spectacles, communication"

Les métiers tertiaires regroupent 75,6 % des emplois dans la zone et 68,3 % dans la région. Six domaines distinguent fortement cette zone de la région :

1. "administration, gestion, finances" : 20,6 % des emplois contre 18,0 % en région. Toutes les familles professionnelles sont sur-représentées. Mais, cet écart favorable à la zone est surtout le fait des emplois des banques et assurances (3,4 % contre 2,7 %) et des informaticiens (1,1 % contre 0,9%).
2. Commerce, vente : 10,4 % des emplois contre 8,7 % en région. Cette sur-représentation est plus le fait des cadres et techniciens de la fonction commerciale (cadres commerciaux et technico-commerciaux et représentants) que des emplois de la vente.
3. "santé" : 6,8 % des emplois contre 5,6 % en région. Ce sont les médecins, les infirmières et les professions paramédicales qui expliquent cet écart favorable à la zone, les aides soignants occupant une place semblable.
4. "formation, recherche" : 6,6 % des emplois contre 5,8 % en région. Les enseignants et les formateurs, à eux seuls, sont à l'origine de cet écart favorable de 0,8 point.
5. "hôtellerie restauration" : 2,6 % des emplois contre 2,2 % en région.
6. "arts et spectacles, communications" : 1,0 % des emplois contre 0,7 % en région.

Les métiers du transport et de la manutention représentent autant d'emplois dans la zone qu'en région. Ceci s'explique par une plus faible présence des emplois de la manutention (3,4 % des emplois dans la zone contre 4,2 % en région) et une plus forte place occupée par les emplois de l'administration du transport et les emplois de cadres du transport (1,5 % contre 0,8 %).

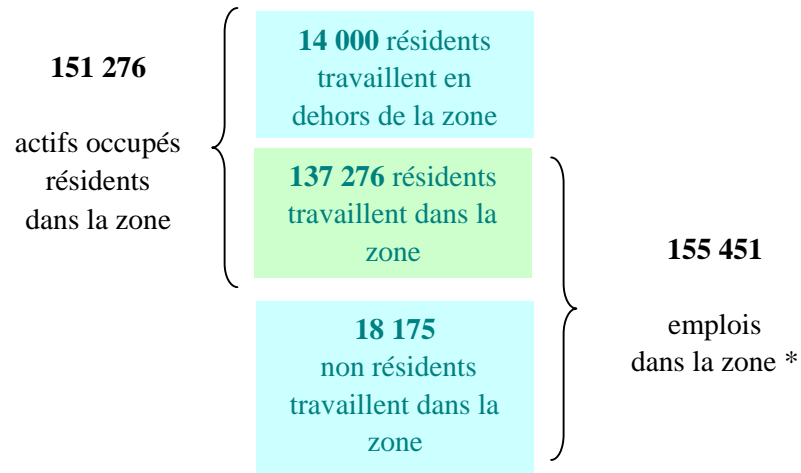
Les familles professionnelles



Source : Recensements de la Population - INSEE

Les actifs résidents et les emplois

La situation de l'emploi en 1999 sur la zone de Tours



Source : Recensements de la Population - INSEE

Les entrées plus nombreuses que les sorties

En mars 1999, la zone de Tours emploie 155 451 actifs, résidents ou non dans la zone (emplois dans la zone). A la même date, 151 276 actifs de la zone exercent un emploi dans la zone ou à l'extérieur (actifs occupés résidents). La différence entre les emplois dans la zone et les actifs occupés résidents dans la zone (+ 4 175) représente le solde des déplacements domicile-travail quotidiens. En effet, chaque jour, 137 276 actifs résident et travaillent dans la zone, 18 175 entrent dans la zone pour travailler et 14 000 sortent de la zone pour travailler à l'extérieur. En conséquence, le solde des déplacements domicile travail entre la zone et l'extérieur est positif (+ 4 175).

103 emplois pour 100 actifs occupés résidents

Ce solde positif des déplacements domicile-travail se traduit par un rapport entre les emplois et les actifs occupés proche de 103 %. Ce rapport varie selon les caractéristiques des individus (catégorie socioprofessionnelle, âge, sexe) et selon le métier ou la profession exercée.

* Le nombre d'emplois dans la zone de Tours est de 155 451 lors de l'exploitation principale, et de 155 680 lors de l'exploitation complémentaire. C'est ce dernier chiffre qui est retenu pour l'analyse dans ce présent document, à l'exception des déplacements domicile - travail.

Les différences entre exploitation principale et exploitation complémentaire

Si l'exploitation principale est exhaustive, et donc significative à tous les échelons géographiques, l'exploitation complémentaire procède, en revanche, par sondage au quart (à l'exception de certaines zones traitées à l'exhaustif) et ne fournit des résultats significatifs que sur des zones géographiques d'une certaine taille (voir « précision des résultats »).

Le processus statistique de calcul de variables (codification, redressements...) est identique pour les 2 exploitations : principale et complémentaire. En conséquence, une différence observée entre une valeur à l'exploitation principale et cette même valeur à l'exploitation complémentaire est due uniquement à la différence de taux de sondage entre ces deux exploitations.

Les actifs résidents et les emplois

Moins d'actifs occupés résidents que d'emplois pour les domaines où les cadres sont nombreux

D'après les données selon les catégories socioprofessionnelles (CSP), il ressort que plus le niveau de qualification est faible, plus le rapport des emplois sur les actifs occupés résidents est élevé. Le rapport entre les emplois et les actifs occupés est inférieur à 100 % pour les "cadres et professions intellectuelles supérieures" et les "agriculteurs exploitants". Il est supérieur à 100 % pour les autres CSP et atteint son plus haut niveau avec les "ouvriers" (106 %).

Ce constat à propos des CSP se répercute pour les domaines professionnels : les domaines à forte composante ouvrière ont les rapports les plus élevés et ceux à forte composante "cadres et professions intellectuelles supérieures" ont des rapports inférieurs à 100 %.

Selon la distribution des domaines professionnels en fonction du rapport entre les emplois et les actifs occupés, deux groupes extrêmes apparaissent :

1. "industries de transformation", "bâtiment, travaux publics", "transports logistique", "électricité, électronique", "réparation automobile" et "travail des métaux, mécanique" : le taux est supérieur à 105 %. Dans ces groupes, la part de la catégorie socioprofessionnelle "ouvriers" est élevée,
2. "formation recherche", "professionnels du droit", "arts et spectacles, communication" et "ingénieurs et cadres techniques de l'industrie" : le taux est inférieur à 95 %, ce qui signifie que le solde des déplacements domicile-travail est négatif pour ces quatre domaines professionnels. Dans ces groupes d'emplois, les cadres sont très nombreux.

Nombre d'emplois sur la zone d'Orléans pour 100 actifs occupés résidents

Domaines professionnels	nombre d'emplois pour 100 actifs occupés résidents
Industrie de transformation	109
Bâtiment, travaux publics	109
Transports, logistique	108
Electricité, électronique	106
Réparation automobile	106
Travail des métaux, mécanique	106
Administration, gestion, finances	104
Ensemble	103
Propreté, sécurité et autres services aux collectivités	103
Commerce, vente	102
Santé	101
Alimentation	101
Cuir, textile, habillement	101
Bois et matériaux associés	100
Hôtellerie, restauration	100
Dirigeants d'entreprises	100
Services sociaux, autres services aux particuliers	100
Artisans d'art et ouvriers artisanaux	98
Agriculture	97
Formation, recherche	95
Professionnels du droit	95
Arts et spectacles, communication	94
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	92

Source : Recensements de la Population - INSEE

Les mouvements quotidiens domicile-travail

Une faible intensité des déplacements domicile-travail

En mars 1999, 32 175 personnes sortent de la zone ou y entrent pour travailler. Ces mouvements se décomposent en 18 175 entrées et en 14 000 sorties. Le solde est positif (+ 4 175). Comparativement aux autres zones, les échanges quotidiens sont d'une faible intensité. En effet, 9,3 % des actifs occupés résidents sortent de la zone pour exercer un emploi. Ce taux de sortie est inférieur à la moyenne des 23 zones (21,8 %). 11,7 % des actifs travaillant dans la zone sont entrés y travailler. Ce taux d'entrée est inférieur à la moyenne des taux des 23 zones de la région (16,5 %).

Sept déplacements domicile-travail sur dix avec six zones d'emploi

Les échanges les plus nombreux ont lieu avec six zones d'emploi : 10 794 déplacements ont lieu avec Amboise (33,5 % des déplacements), 4 379 avec Chinon (13,6 %), 3 280 avec Loches (10,2 %), 1 785 avec Blois (5,5 %), 1 468 avec Paris (4,6 %) et 1 060 avec Sarthe Sud (3,3 %). Ces six zones représentent un peu plus de sept déplacements domicile-travail sur dix (70,7 %).

Outre les 1 468 déplacements domicile-travail avec Paris, 1702 se font avec le reste de l'Ile-de-France. 9 % des déplacements domicile-travail se réalisent avec cette région. Les échanges quotidiens sont nombreux, aussi, avec les deux régions proches de Tours : Pays de Loire et Poitou-Charentes.

Un solde des déplacements domicile-travail, négatif avec la région Ile-de-France, et fortement positif avec les trois autres zones du département d'Indre et Loire (Amboise, Loches, Chinon)

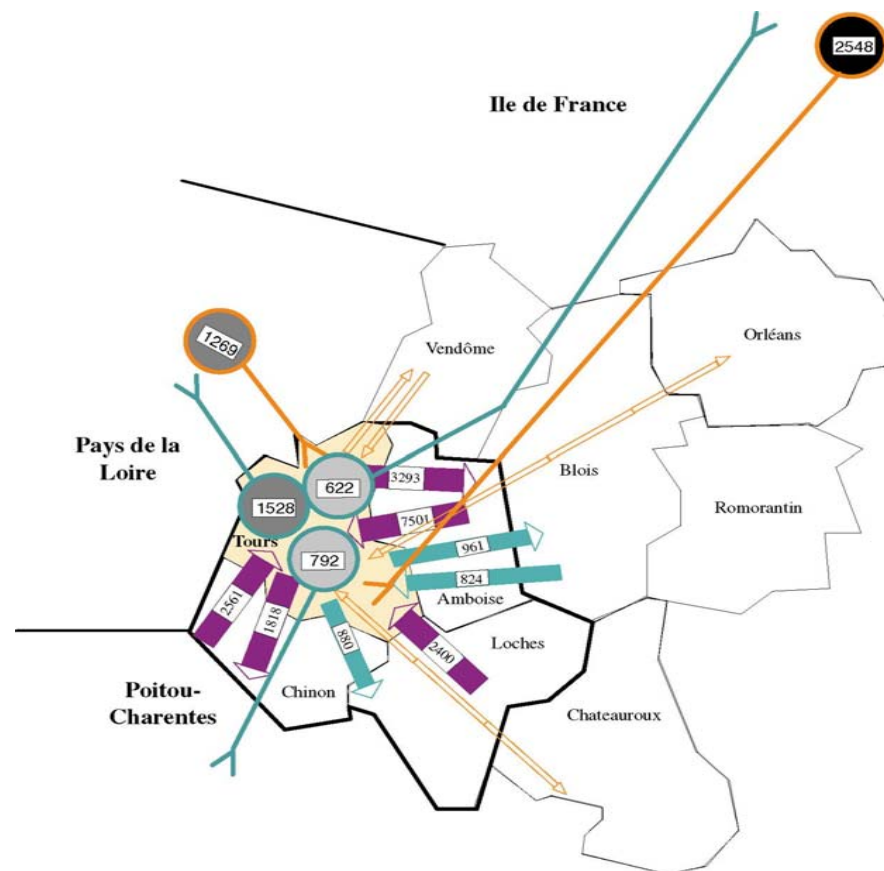
Comme nous l'avons observé précédemment, le solde des déplacements domicile-travail est positif (+ 4 175 actifs). Cette situation concerne essentiellement les échanges quotidiens avec les trois autres zones d'emploi du département de l'Indre et Loire : Amboise (+ 4 208), Chinon (+ 743) et Loches (+ 1 520). Le solde est aussi positif avec les deux régions proches de Tours : Pays de Loire (+ 259) et Poitou-Charentes (+ 259).

En revanche, les échanges quotidiens domicile-travail se traduisent, par un solde négatif avec Blois (- 137), Orléans (- 156) et, surtout, avec la région Ile-de-France (- 1 926).

Les mouvements quotidiens domicile-travail

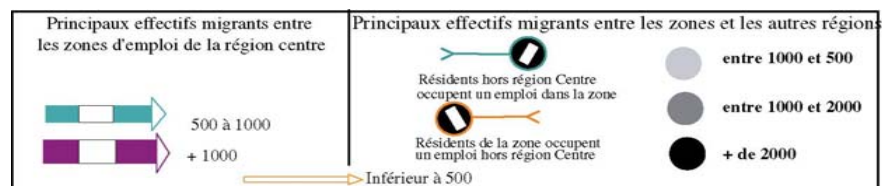
Les déplacements domicile – travail avec la zone de Tours

Origines ou destination	Entrées	Départs	Solde
Région Centre	14 402	8 336	6 066
Amboise	7 501	3 293	4 208
Chinon	2 561	1 818	743
Loches	2 400	880	1 520
Blois	824	961	-137
Orléans	323	479	-156
Vendôme	294	264	30
Autres zones	499	641	-142
Ile de France	622	2 548	-1 926
Paris	292	1176	-884
Nanterre	74	383	-309
Autres zones	256	989	-733
Pays de Loire	1 528	1 269	259
Sarthe-Sud	553	507	46
Saumur	335	178	157
Autres zones	640	584	56
Poitou-Charentes	792	533	259
Châtellerault	271	166	105
Poitiers	205	190	15
Autres zones	316	177	139
Autres régions	831	1314	-483
Ensemble	18 175	14 000	4 175



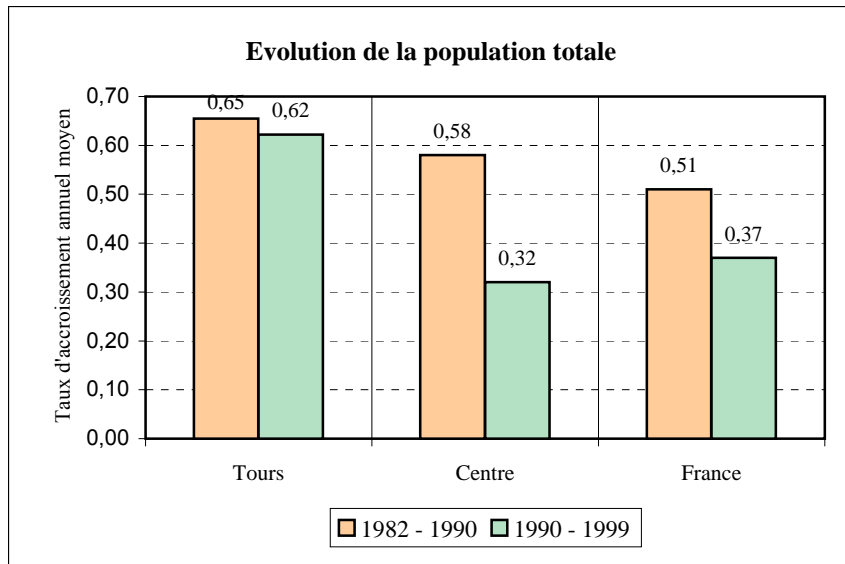
Source : Recensements de la Population - INSEE

Guide de lecture : En mars 1999, 3 293 actifs résidents sortent de la zone de Tours pour aller travailler dans la zone d'Amboise. 7 501 actifs occupés résidents de la zone d'Amboise entrent dans la zone de Tours pour y travailler.



Les tendances d'évolution entre 1982 et 1999

Evolution de la population totale



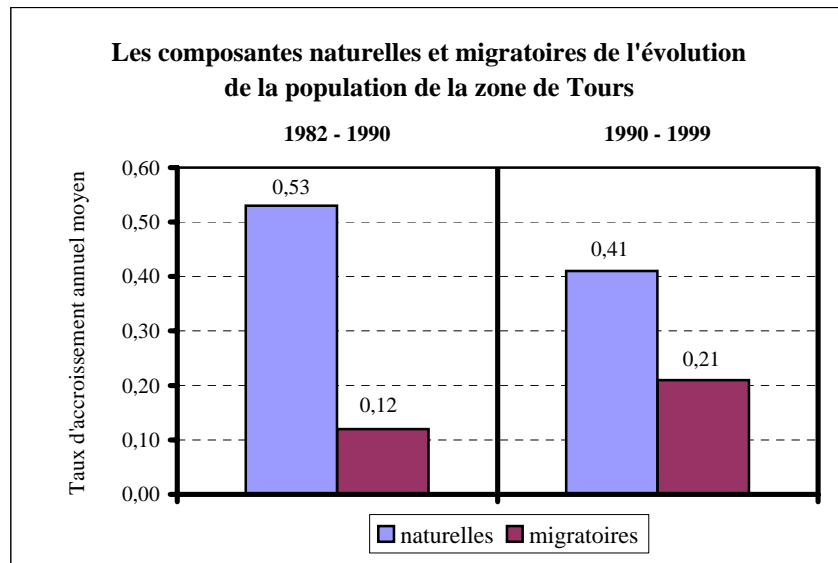
Une forte croissance de la population entre 1990 et 1999

De mars 1982 à mars 1999, la population de Tours est passée de 340 864 à 379 742 habitants. Entre les deux périodes intercensitaires (1982 – 1990, 1990 – 1999), la croissance de la population a peu varié : le taux d'accroissement annuel moyen est de 0,65 % par an entre 1982 et 1990 et de 0,62 % par an entre 1990 et 1999. Durant cette dernière période, il atteint presque le double celui de la région (+ 0,32 % par an).

Une plus forte contribution des migrations dans l'évolution de la population

Comme le montre le graphique ci-dessous, ce quasi-maintien de la croissance de la population résulte de deux évolutions contraires :

- 1) la progression de la population liée aux mouvements naturels (naissances – décès) a diminué ; son rythme de croissance est passé de + 0,53 % par an à + 0,41 % par an, soit une réduction de 0,12 point.
- 2) l'évolution liée aux migrations (immigrations – émigrations), en revanche, s'est accrue ; le taux d'accroissement annuel moyen est passé + 0,12 % par an entre 1982 et 1990 à + 0,21 % par an entre 1990 et 1999, soit une augmentation de + 0,09 point.



Une population qui vieillit

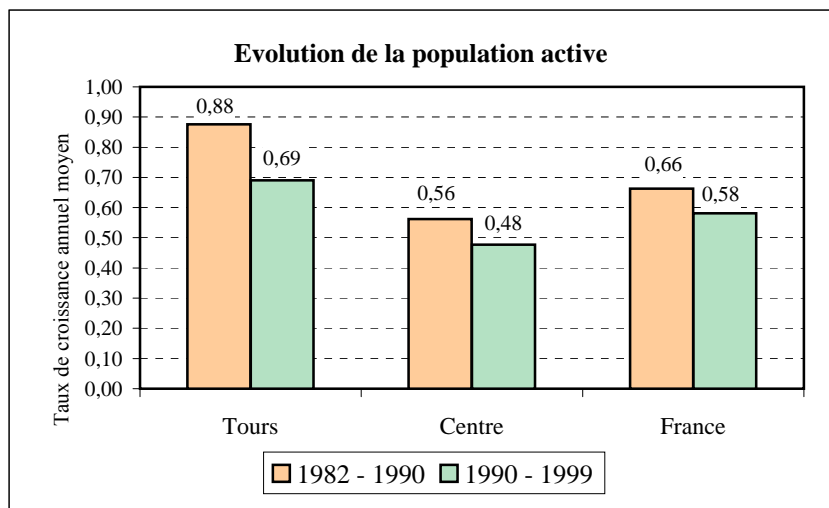
Comme dans l'ensemble du territoire métropolitain, la population de la zone a vieilli entre 1990 et 1999.

La part de la population de moins de 45 ans a diminué de 4,9 points (65,8 % en 1990, 60,9 % en 1999). Cette baisse touche toutes les classes d'âge avant 45 ans, à l'exception des "25 – 29 ans" dont la part reste stable.

En contrepartie, la part des 45 ans ou plus s'est accrue d'autant : cette croissance concerne principalement les classes d'âge "45 - 54 ans".

Source : Recensements de la Population - INSEE

Evolution de la population active



Les composantes d'évolution de la population active (Taux de croissance annuel moyen)

	Génération	
	1982 - 1990	1990 - 1999
Tours	1,09	0,83
Centre	0,77	0,58
	Migrations	
	1982 - 1990	1990 - 1999
Tours	-0,03	-0,01
Centre	0,12	-0,08
	Flexion activité	
	1982 - 1990	1990 - 1999
Tours	-0,18	-0,13
Centre	-0,33	-0,02

Source : Recensements de la Population - INSEE

Une croissance plus faible entre 1990 et 1999

Entre 1982 et 1999, le nombre des actifs (sans les militaires du contingent) passe de 152 218 à 173 647. On observe une modération de la croissance du nombre des actifs durant la deuxième période intercensitaire. Entre 1982 et 1990, la population active s'accroît au rythme annuel moyen de 0,88 % dans la zone. Entre 1990 et 1999, le taux de croissance annuel moyen atteint seulement le niveau de 0,69 % dans la zone. Toutefois, cette croissance demeure supérieure à celle de la région (+ 0,48 % par an entre 1990 et 1999).

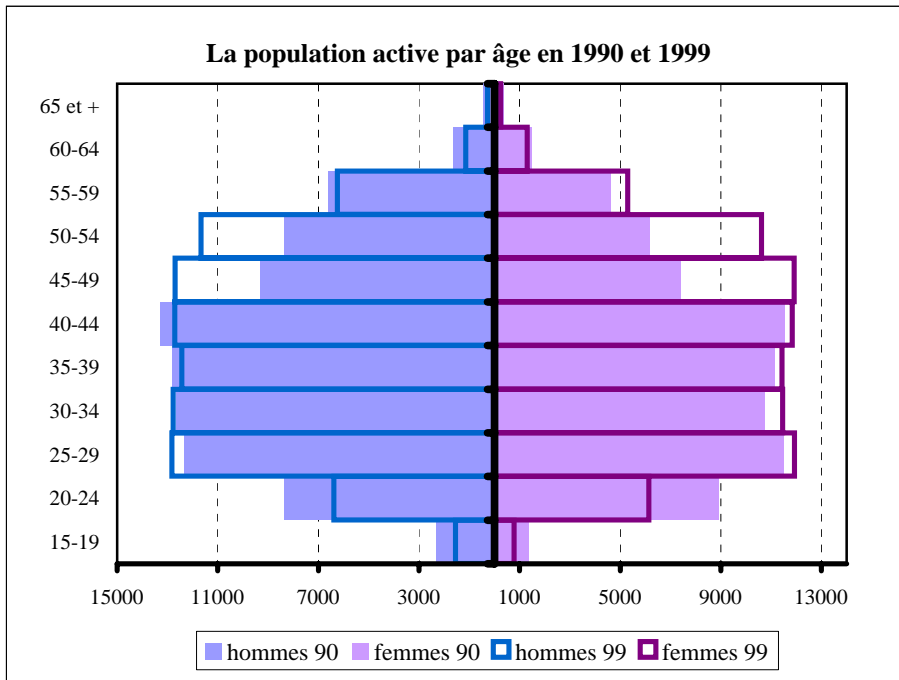
le remplacement des générations⁽⁴⁾, seul facteur de ce ralentissement

Ce ralentissement de l'évolution de la population active s'explique par le remplacement des générations. En effet, celui-ci a toujours favorisé la croissance de la population active. Mais son incidence (appelée effet génération) a fortement diminué. Elle est passée de + 1,09 point entre 1982 et 1990, à + 0,83 point entre 1990 et 1999, soit une baisse de 0,26 point.

En revanche, l'influence des migrations sur la population active et celle de l'évolution des taux d'activité par âge (flexion activité) sont restées négatives. Elles ont peu varié entre les deux périodes (1982 - 1990, 1990 - 1999).

(4) Le remplacement des générations correspond à la différence entre les entrées de jeunes dans la vie active et les sorties des anciens de la vie active.

Evolution de la population active



Un vieillissement de la population active entre 1990 à 1999

Les pyramides des âges de 1990 et 1999 montrent un vieillissement de la population active.

Comparativement à 1990, la pyramide de 1999 s'étoffe entre 45 et 54 ans, avec l'arrivée à ces âges des générations nombreuses de l'après-guerre (1945 – 1954).

Elle se rétrécit à la base (entre 15 et 24 ans), en raison de l'arrivée dans la vie active des générations moins nombreuses nées après 1975 et de la baisse des taux d'activité entre 15 et 24 ans.

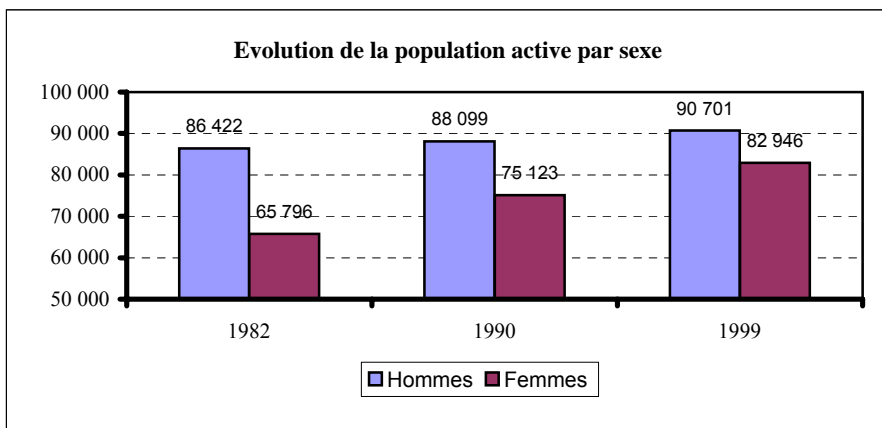
En revanche, pour les autres classes d'âge, la population active évolue très peu. Cette évolution est positive pour les femmes et négative pour les hommes (à l'exception des classes d'âge 25 – 34 ans).

La part des 45 ans et plus a augmenté de 7,0 points : 28,4 % en 1990, 35,4 % en 1999. De ce fait, celle des moins de 45 ans a diminué d'autant.

Une croissance assurée essentiellement par les femmes.

Sur les 21 429 actifs supplémentaires entre 1982 et 1999, 17 150 sont des femmes, soit 80,0 % de la croissance des effectifs. De 1982 à 1999, la population active féminine augmente de 1,4 % par an et la population active masculine de 0,3 % par an uniquement.

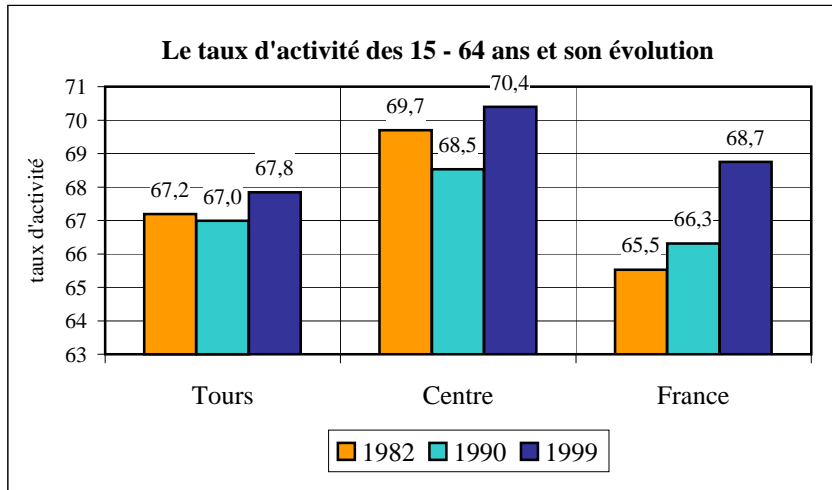
En conséquence, la part des femmes dans la population active passe de 43,2 % en 1982 à 47,8 % en 1999.



Source : Recensements de la Population - INSEE

Evolution des taux d'activité

Entre 1982 et 1999, des variations du taux d'activité plus faibles dans la zone qu'en région.



Entre 1982 et 1999, le taux d'activité des 15-64 ans connaît une faible croissance dans la zone de Tours (67,2 % en 1982, 67,8 % en 1999) et en région (respectivement 69,7 % et 70,4 %). Cette faible progression résulte de deux évolutions contraires : baisse des taux d'activité entre 1982 et 1990 ; croissance entre 1990 et 1999. Les évolutions sont moins fortes dans la zone : moindre diminution entre 1982 et 1990 (-0,10 point par an contre - 0,15 point par an en région) ; moindre croissance entre 1990 et 1999 (+ 0,10 point par an contre +0,21 point).

Entre 1990 et 1999, une plus forte diminution de l'activité des "15 - 24 ans" dans la zone

Entre 1990 – 1999, la plus faible croissance du taux d'activité provient, à la fois, de l'évolution de l'activité des hommes et de celle des femmes.

Le taux d'activité des hommes a diminué dans la zone alors qu'il a augmenté dans l'ensemble de la région. Cette baisse s'explique principalement par la plus forte diminution du taux d'activité des 15 – 24 ans (- 0,8 point par an contre - 0,6 point par an dans la région) et la moindre croissance entre 50- 59 ans (+ 0,0 point contre + 0,1 points). Les variations pour les autres classes d'âge sont similaires dans la zone et la région.

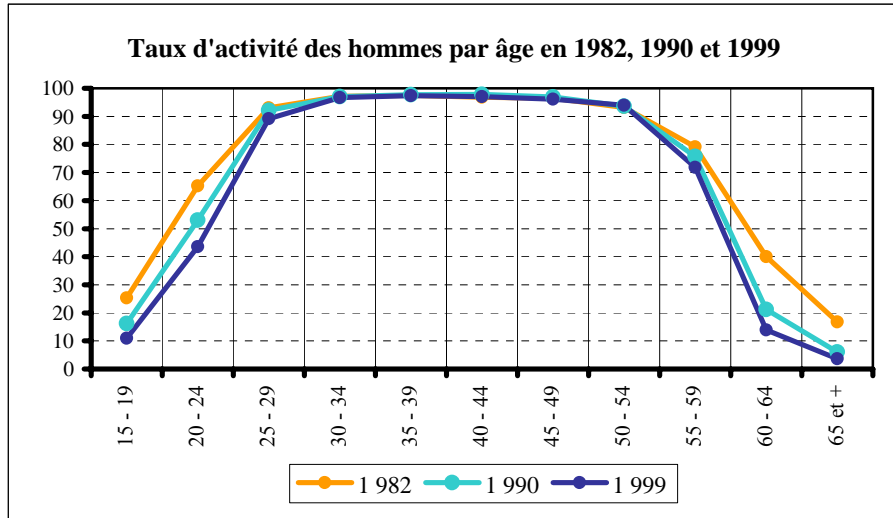
Variations annuelles moyennes des taux d'activité entre 1990 et 1999

	Hommes		Femmes	
	Tours	Centre	Tours	Centre
15 - 24 ans	-0,8	-0,6	-1,1	-1,0
25 - 49 ans	-0,1	-0,1	0,5	0,5
50 - 59 ans	0,0	0,1	1,4	1,1
60 à 64 ans	-0,8	-0,8	-0,2	-0,4

Source : Recensements de la Population - INSEE

La progression du taux d'activité des femmes âgées de 15 à 64 ans est plus faible dans la zone qu'en région. Ceci provient uniquement d'une diminution de l'activité des femmes de 15 à 24 ans légèrement plus forte (- 1,1 point par an contre - 1,0 point par an en région). En effet, les variations des taux d'activité par classe d'âge sont équivalentes pour les 25 - 49 ans (+ 0,5 point). Elles sont aussi plus fortes dans la zone qu'en région pour les plus de 50 ans : plus forte croissance pour les 50 - 59 ans (+ 1,4 point par an contre + 1,1 point par an) ; moindre diminution pour les 60 - 64 ans (- 0,2 point par an contre -0,4 point par an).

Evolution des taux d'activité



Une baisse de l'activité masculine qui ralentit entre 1990 et 1999

L'activité de la population masculine s'est fortement réduite entre 1982 et 1999. Cette baisse concerne principalement les hommes de plus de 55 ans, en raison, principalement, du passage de l'âge du droit à la retraite de 65 à 60 ans et des mesures de préretraite. Elle touche également les moins de 25 ans, en raison de la prolongation de la scolarisation.

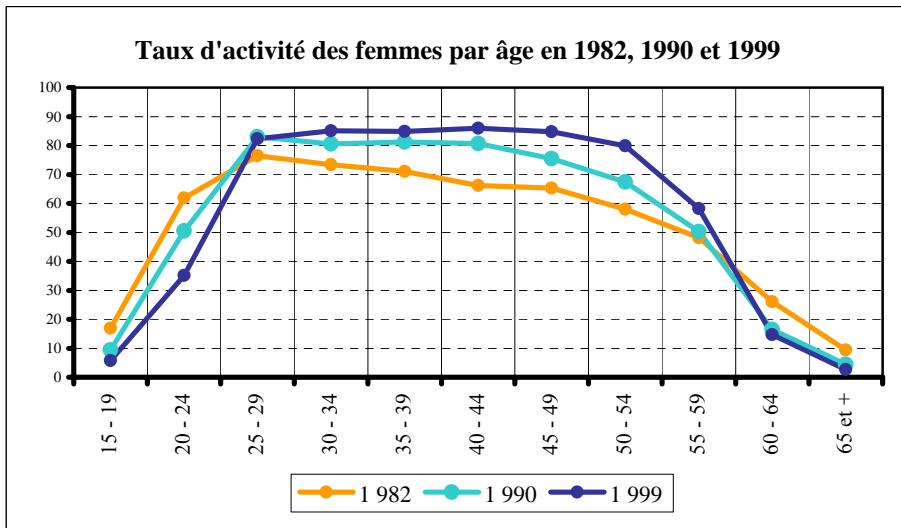
Durant la deuxième période intercensitaire (1990 – 1999), cette réduction s'est fortement ralentie. Ce ralentissement se produit surtout aux âges de début et de fin d'activité (moins de 25 ans et plus de 59 ans).

Une croissance de l'activité féminine entre 1982 et 1999

L'activité des femmes poursuit sa progression, amorcée depuis le milieu des années 60. Comme le montre le graphique ci-contre, la croissance observée entre 25 et 55 ans l'emporte largement sur la baisse de l'activité aux âges de début et de fin d'activité.

En comparaison avec 1982 – 1990, la période 1990 - 1999 fait apparaître quatre phénomènes :

1. un ralentissement dans la progression des taux d'activité entre 25 et 49 ans,
2. une accélération de la progression de l'activité entre 50 et 59 ans,
3. un ralentissement dans la baisse de l'activité avant 20 ans et après 59 ans,
4. une accélération de la baisse de l'activité des femmes de 20 - 24 ans.



Source : Recensements de la Population - INSEE

Evolution du taux de chômage

Une plus forte dégradation du marché du travail entre 1990 et 1999

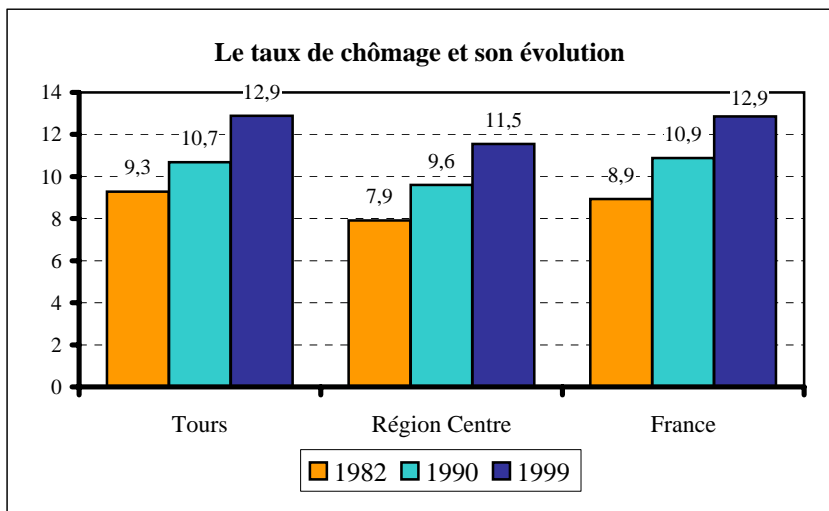
Dans la zone de Tours, le taux de chômage est passé de 9,3 % en 1982 à 12,9 % en 1999, soit une progression annuelle moyenne de + 0,21 point. Cette progression est équivalente à celle de la région Centre. Elle s'est accentuée entre 1990 et 1999 (+ 0,24 point par an contre + 0,18 point par an entre 1982 et 1990). En revanche, la croissance du chômage est restée relativement constante dans la région (+ 0,21 point par an entre 1982 et 1990, + 0,22 point par an entre 1990 et 1999).

Entre 1982 et 1990, une plus forte dégradation du marché du travail pour les femmes

Dans la zone de Tours, le taux de chômage des hommes passe de 7,0 % en 1982 à 7,6 % en 1990, soit une croissance de 0,08 point par an. L'augmentation du chômage est plus élevée pour les femmes : avec un taux de chômage qui passe de 12,3 % en 1982 à 14,3 % en 1990, la variation annuelle moyenne est de 0,25 point.

Entre 1990 et 1999, une dégradation du marché du travail beaucoup plus élevée pour les hommes

Comparativement à la période 1982 – 1990, le rythme de croissance du chômage est plus élevé entre 1990 et 1999. Cette accélération est uniquement le fait des hommes. La variation annuelle moyenne du taux de chômage masculin atteint 0,38 point (près de 5 fois la variation de la période 1982 – 1990) alors que celle du taux de chômage féminin n'est que 0,07 point (un peu plus du quart de la variation de la période 1982 – 1990).



Le taux de chômage à Tours (%)

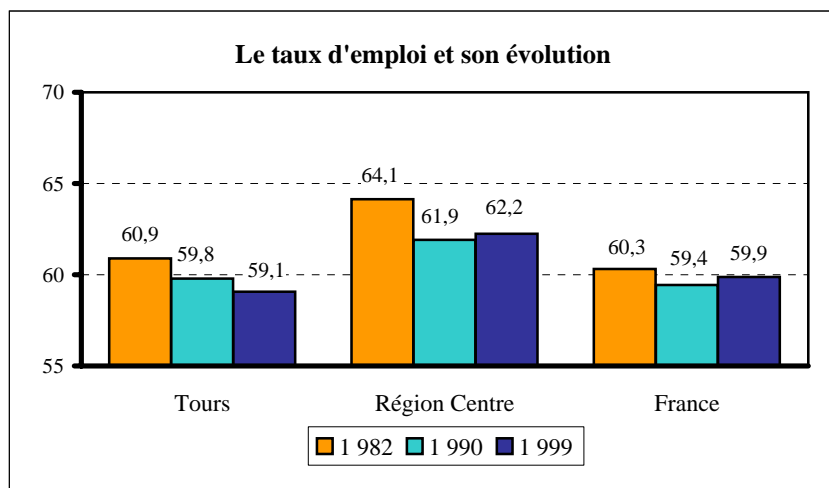
	1982	1990	1999
Hommes	7,0	7,6	11,0
Femmes	12,3	14,3	14,9
Ensemble	9,3	10,7	12,9

Variations annuelles moyennes du taux de chômage

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	1982 -1990	1990 -1999	1982 -1990	1990 -1999	1982 -1990	1990 -1999
Tours	0,08	0,38	0,25	0,07	0,18	0,24
Centre	0,11	0,33	0,30	0,06	0,21	0,22

Source : Recensements de la Population - INSEE

Evolution du taux d'emploi ⁽⁵⁾



Source : Recensements de la Population - INSEE

Le taux d'emploi à Tours (%)

	1982	1990	1999
Hommes	72,3	68,5	65,1
Femmes	49,9	51,5	53,4
Ensemble	60,9	59,8	59,1

Variations annuelles moyennes du taux d'emploi entre 1982 et 1999

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	1982 -1990	1990 -1999	1982 -1990	1990 -1999	1982 -1990	1990 -1999
Tours	-0,48	-0,38	0,20	0,21	-0,14	-0,08
Centre	-0,62	-0,23	0,07	0,31	-0,28	0,04

(5) Rapport entre la population de 15 à 64 ans en emploi et la population totale du même âge.

Une diminution du taux d'emploi entre 1990 et 1999

Dans la zone de Tours, le taux d'emploi passe de 60,9 % en 1982 à 59,1 % en 1999, soit une diminution de 1,8 point. Cette baisse est semblable à celle de la région Centre (64,1 % en 1982, 62,2 % en 1999, soit un écart de 1,9 point). Cette similitude cache des évolutions contrastées suivant la période et le territoire :

- entre 1982 et 1999, une diminution du taux d'emploi moins grande en zone qu'en région (- 0,14 point par an contre - 0,28 point par an en région),
- entre 1990 et 1999, une diminution du taux d'emploi qui ralentit dans la zone (-0,08 point par an) mais une reprise du taux d'emploi dans la région (+0,04 point).

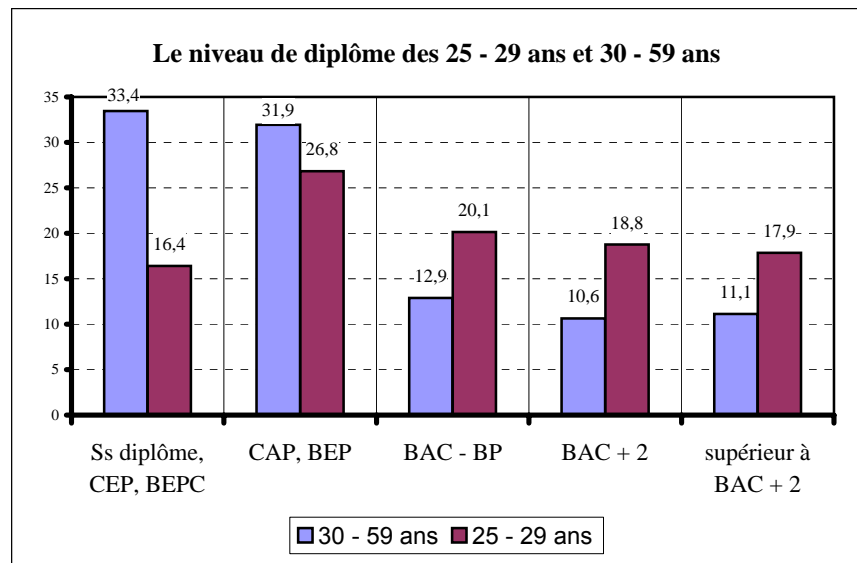
Une moindre baisse du taux d'emploi des hommes entre 1990 et 1999

Le taux d'emploi des hommes diminue de façon permanente entre 1982 et 1990. Cependant, la diminution est moins élevée durant la deuxième période intercensitaire. En effet, de - 0,48 point par an entre 1982 et 1990, le rythme annuel de baisse descend à - 0,38 point par an entre 1990 et 1999.

Une progression constante du taux d'emploi des femmes durant la période 1982 - 1999

Entre 1982 et 1999, le taux d'emploi des femmes est passé de 49,9 % à 53,4 %. Cette croissance est pratiquement constante tout au long de la période. En effet, la progression annuelle moyenne est de 0,20 point par an de 1982 à 1990 et de 0,21 point par an de 1990 à 1999.

Evolution du niveau de formation



Elévation vers les diplômes équivalents ou supérieurs au baccalauréat

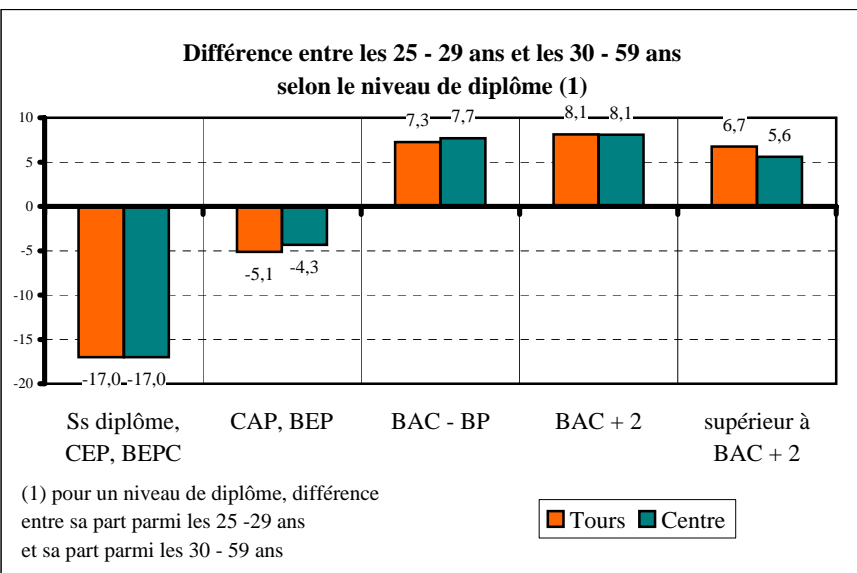
Le niveau de diplôme a progressé entre les adultes de 30 à 59 ans et les jeunes générations (25 – 29 ans). En effet, la part des non diplômés et des titulaires du CEP et du BEPC a diminué (- 17,0 points). Cette diminution concerne essentiellement le CEP et le BEPC (- 13,7 points). La part des titulaires d'un CAP ou d'un BEP a perdu 5,1 points. Ces réductions se sont réalisées au profit des titulaires du baccalauréat (+ 7,3 points), des diplômes de niveau BAC + 2 (+ 8,1 points) et, aussi, des diplômes de niveau supérieur à BAC + 2 (+ 6,7 points).

Une progression plus forte de la part des diplômés de niveau supérieur à BAC +2

L'élévation du niveau de diplôme entre les adultes (30 – 59 ans) et les jeunes (25 – 29 ans) est légèrement plus forte dans la zone qu'en région Centre.

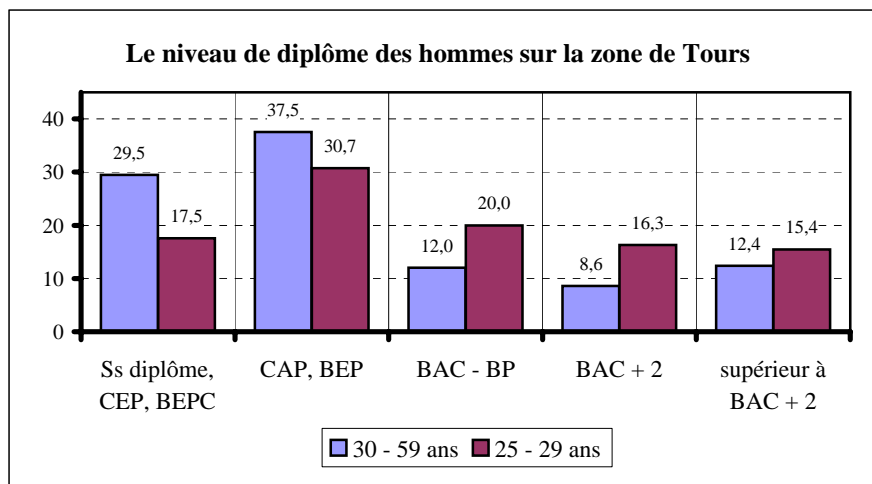
Deux différences significatives existent :

1. une diminution plus forte de la part des titulaires de CAP ou de BEP dans la zone (- 5,1 points contre - 4,3 points en région),
2. une progression plus forte de la part des titulaires de diplômes de niveau supérieur à BAC + 2 (+ 6,7 points contre + 5,6 points).



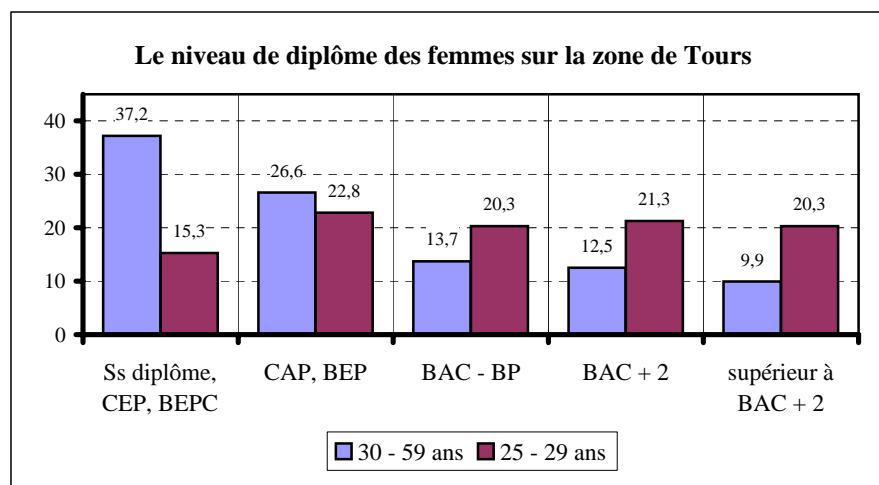
Source : Recensements de la Population - INSEE

Evolution du niveau de formation



Une plus grande progression du niveau de formation pour les femmes

L'élévation du niveau de formation est beaucoup plus forte pour les femmes que pour les hommes. Entre les générations adultes (30 – 59 ans) et les nouvelles générations (25 – 29 ans), la part des non diplômés et des titulaires du CEP et du BEPC a diminué de 21,9 points pour les femmes et de 12,0 points seulement pour les hommes. La part des CAP et des BEP s'est réduite plus fortement chez les hommes (- 6,8 points) que chez les femmes (- 3,8 points). Celle des titulaires du baccalauréat a plus augmenté parmi les hommes (+ 8,0 points contre + 6,6 points parmi les femmes). A l'inverse, la progression est beaucoup plus élevée chez les femmes pour les diplômes de niveau égal ou supérieur à BAC + 2 (+ 19,2 points contre + 10,7 % pour les hommes).



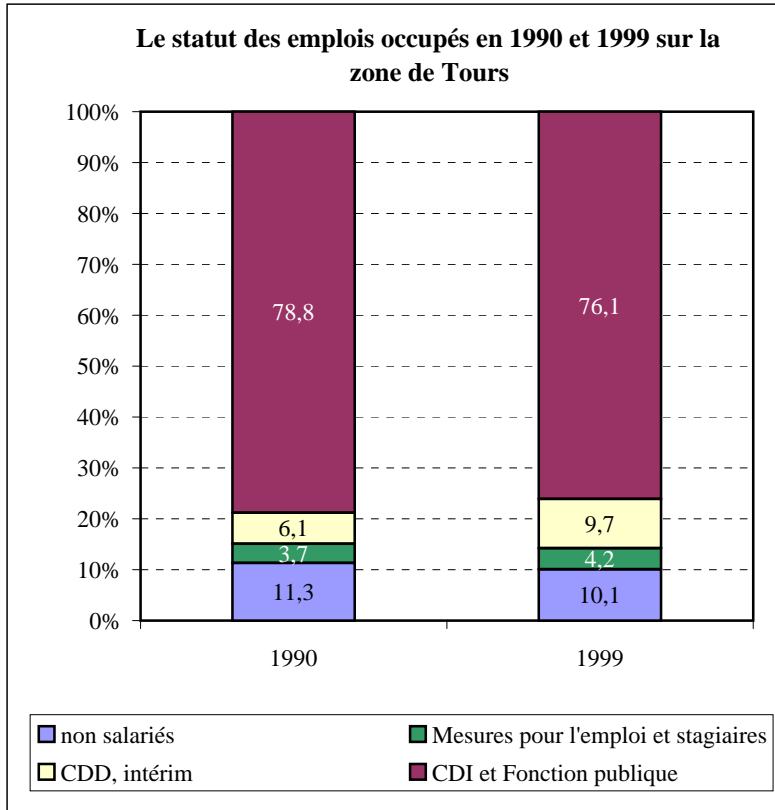
Le niveau de diplôme des jeunes femmes plus élevé que celui des jeunes hommes

En mars 1999, nous observons que la part des diplômés de niveau baccalauréat est semblable parmi les femmes de 25 – 29 ans et parmi les hommes du même âge. Celle des titulaires d'un diplôme de niveau égal ou supérieur à Bac + 2 est beaucoup plus élevée parmi les jeunes femmes (41,6 % contre 31,7 % parmi les jeunes hommes).

En revanche, la part des sans diplôme et des titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat est plus faible parmi les jeunes femmes (38,1 % contre 48,2 % pour les jeunes hommes). Cet écart concerne surtout le CAP ou le BEP.

Source : Recensements de la Population - INSEE

Evolution du statut des emplois occupés



Augmentation de la part des salariés sous contrat précaire

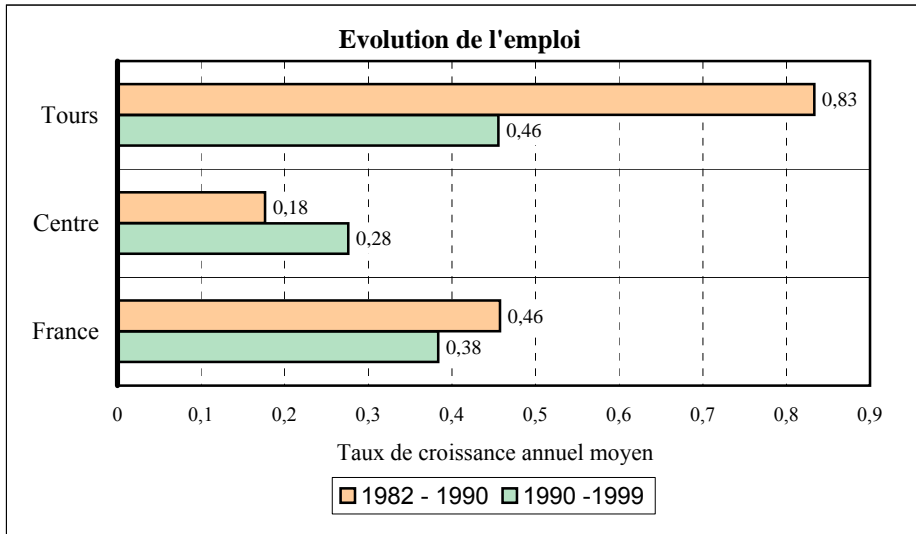
Entre 1990 et 1999, le nombre des actifs occupant un emploi augmente de près de 5 500 personnes. Seuls les non salariés voient leur nombre diminuer (- 1 300 actifs). Leur part dans la population active occupée a diminué de 1,2 point : elle passe de 11,3 % en 1990 à 10,1 % en 1999. A l'inverse, le nombre des salariés a augmenté de 6 800 actifs : 5 700 sous CDD ou en intérim, 800 en mesures pour l'emploi ou en stages et 300 sous contrat stable (CDI et titulaire de la fonction publique). Les salariés sous contrat stable ont vu leur nombre s'accroître à un rythme très faible ; de ce fait, leur part dans les actifs occupés est passée de 78,8 % en 1990 à 76,1% en 1999, soit une diminution de 2,7 points. En contrepartie, la part des salariés sous contrat précaire a augmenté de 4,0 points (9,9 % en 1990, 13,9 % en 1999).

Un développement important des CDD

Cette tendance à la précarisation des statuts est générale, mais elle est d'une moindre ampleur dans la zone qu'en région (+ 4,6 points). Cependant, des différences apparaissent à l'intérieur de ce groupe. Les seuls CDD ont vu leur importance augmenter aussi rapidement dans la zone et en région (+ 2,6 points entre 1990 et 1999). En revanche, la progression concernant les mesures pour l'emploi et l'intérim est plus faible dans la zone.

Les mesures pour l'emploi comprennent les apprentis et les contrats aidés (CES, CIE, contrats de qualification, emplois jeunes, contrat initiative emploi, contrats d'adaptation, contrats d'orientation, etc.).

Evolution de l'emploi

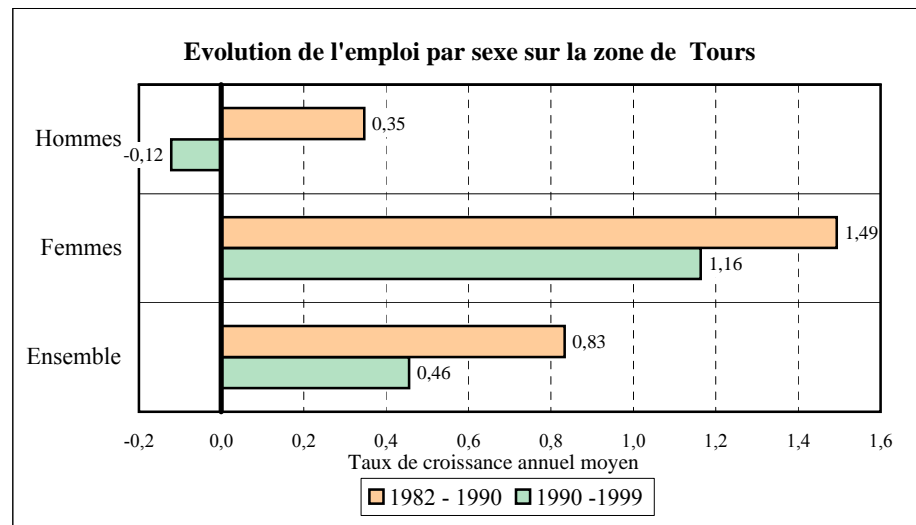


Un fort ralentissement de la croissance de l'emploi entre 1990 et 1999

Entre 1982 et 1999, le nombre des emplois est passé 139 844 à 155 680, soit une augmentation de 15 863 personnes employées. La progression est permanente entre ces deux dates. Mais le rythme de croissance s'est fortement ralenti entre 1990 et 1999. Il est passé de + 0,83 % par an entre 1982 et 1990 à + 0,46 % par an entre 1990 et 1999. Néanmoins, il reste nettement supérieur à la croissance de l'emploi régional durant la deuxième période intercensitaire (+ 0,28 % par an).

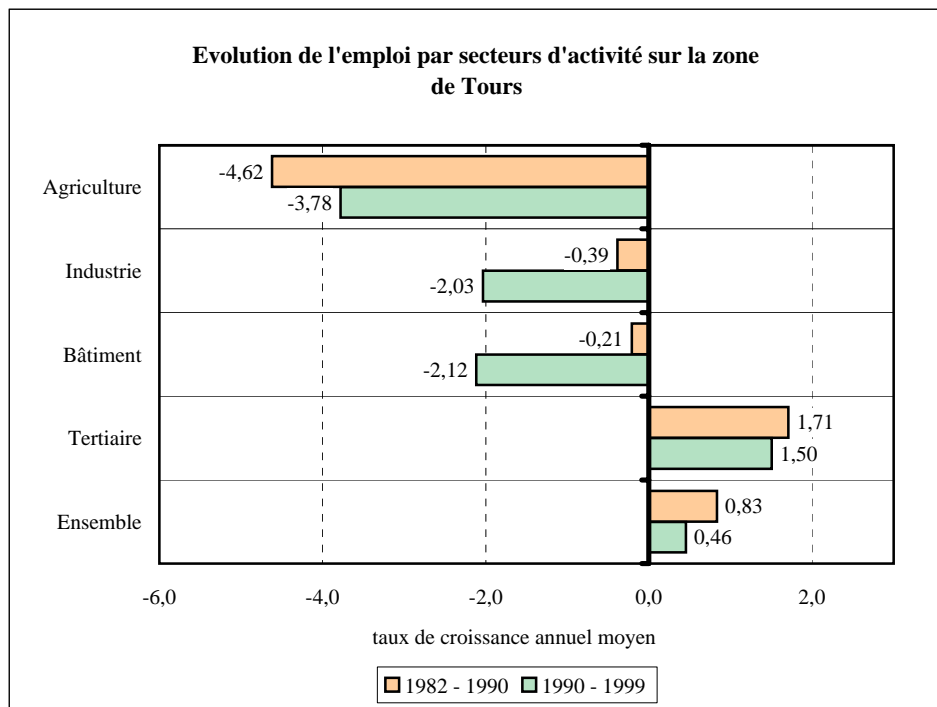
Une diminution de l'emploi masculin entre 1990 et 1999.

Les 15 863 emplois supplémentaires résultent d'une forte progression des emplois féminins (+ 14 452) et d'une faible augmentation des emplois masculins (+ 1 384). Le rythme de progression de l'emploi des femmes baisse légèrement et se maintient à un niveau élevé : + 1,49 % par an entre 1982 et 1990, + 1,16 % par an entre 1990 et 1999. En revanche, l'emploi occupé par les hommes connaît un retournement de tendance. Il augmente de + 0,35 % par an entre 1982 et 1990 ; il diminue de - 0,12 % par an durant la deuxième période intercensitaire. Ce renversement de tendance explique pour plus des deux tiers le ralentissement de la croissance de l'emploi observée entre 1990 et 1999.



Source : Recensements de la Population - INSEE

Evolution de l'emploi par secteurs d'activité économique



L'emploi par secteurs d'activité sur la zone de Tours

Secteurs d'activité	1982	1990	1999
Agriculture	7 352	5 036	3 561
Industrie	31 092	30 146	25 060
Bâtiment	11 584	11 392	9 396
Tertiaire	89 816	102 868	117 663
Ensemble	139 844	149 442	155 680

Source : Recensements de la Population - INSEE

Une très forte réduction de l'emploi entre 1990 et 1999 dans l'industrie et le bâtiment

Les emplois dans l'agriculture, le bâtiment et l'industrie sont moins nombreux en 1999 qu'en 1982. Dans l'agriculture, la réduction de l'emploi s'est ralenti entre 1990 et 1999. Dans le bâtiment, elle s'est fortement accentuée (- 0,21 % par an entre 1982 et 1990 ; - 2,12 % par an entre 1990 et 1999). Il en est de même pour l'industrie : le rythme de diminution annuel moyen de l'emploi passe de - 0,39 % par an entre 1982 et 1990 à - 2,03 % par an entre 1990 et 1999.

Une croissance continue de l'emploi dans le tertiaire

En revanche, le secteur tertiaire connaît une croissance continue de l'emploi. Cette dernière s'est légèrement ralenti en passant de + 1,71 % par an entre 1982 et 1990 à + 1,50 % par an entre 1990 et 1999. Ce secteur favorise la croissance de l'emploi dans la zone.

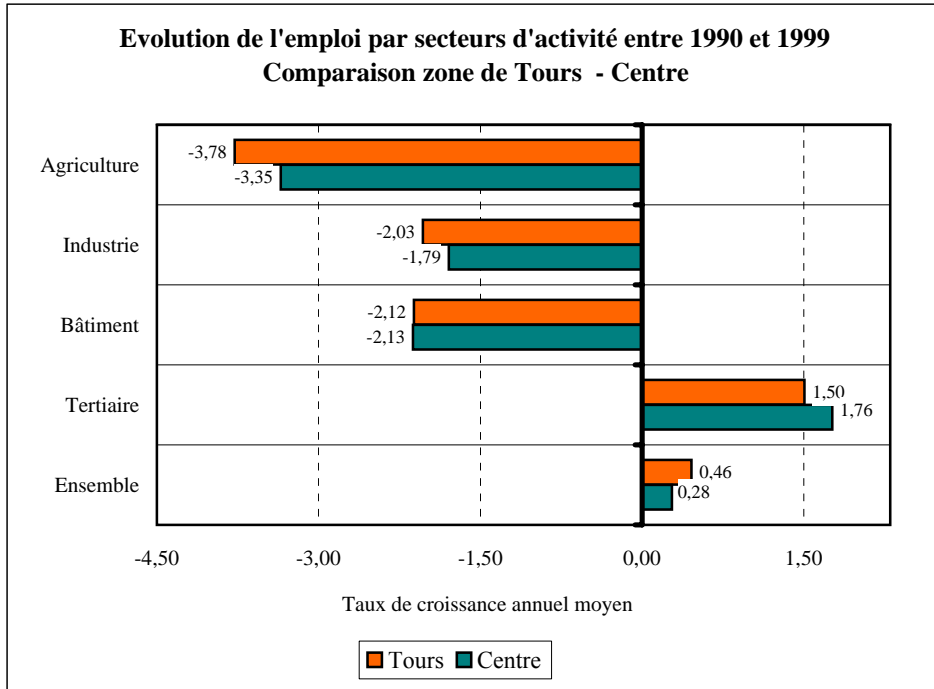
Les plus fortes disparitions d'emploi dans l'agriculture entre 1982 et 1990, dans l'industrie entre 1990 et 1999

Entre 1982 et 1999, l'emploi augmente en moyenne de près de 930 emplois par an. Cette évolution moyenne résulte :

- 1 - d'une diminution annuelle moyenne de 220 emplois dans l'agriculture, de 360 emplois dans l'industrie et de 130 emplois dans le bâtiment
- 2 - d'une croissance annuelle moyenne de 1 640 emplois dans le tertiaire.

Les diminutions d'emplois sont les plus nombreuses dans l'agriculture entre 1982 et 1990 (- 290 par an en moyenne). Mais, c'est dans l'industrie que le nombre des disparitions est le plus élevée entre 1990 et 1999 (- 570 par an en moyenne).

Evolution de l'emploi par secteurs d'activité économique



Source : Recensements de la Population - INSEE

Agriculture et industrie : des réductions d'emplois plus fortes dans la zone qu'en région

Comme, dans la plupart des zones, l'emploi diminue dans l'agriculture, le bâtiment et l'industrie. Les baisses d'effectifs sont plus fortes dans la zone de Tours qu'en région pour l'agriculture (- 3,78 % par an contre -3,35 % par an) et pour l'industrie (- 2,03 % par an contre - 1,79 % par an). Le bâtiment connaît une baisse semblable de l'emploi dans la zone et la région.

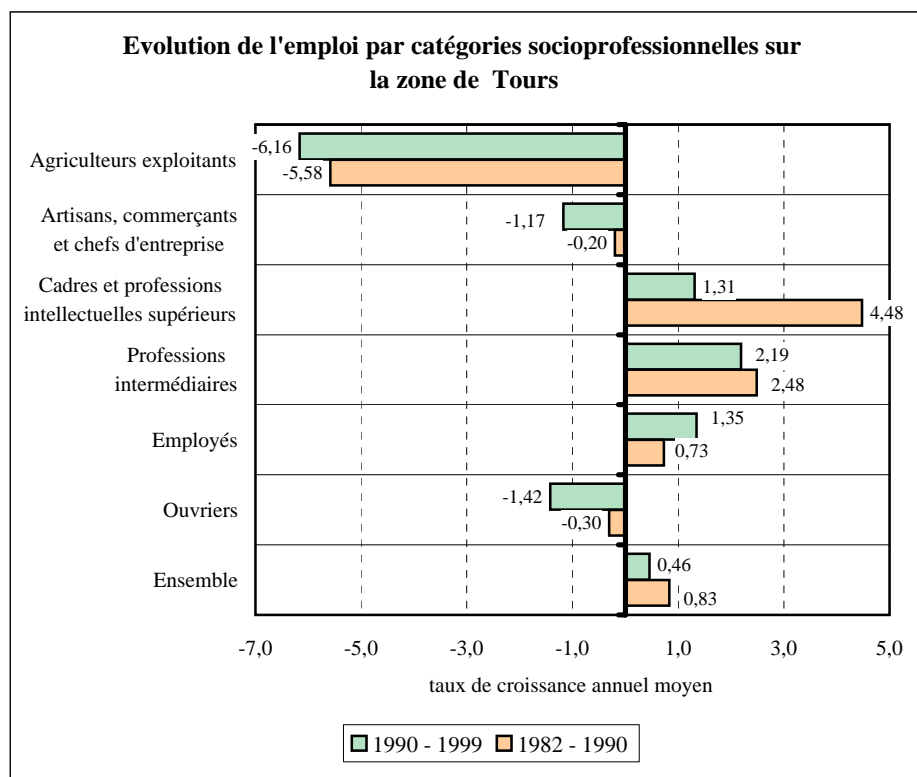
Tertiaire : une croissance des emplois plus faible dans la zone

Le tertiaire tire l'emploi à la hausse. Néanmoins, la croissance est inférieure à celle de la région (+ 1,50 % par an contre + 1,76 % par an).

Une structure économique favorable au développement de l'emploi

Bien que l'emploi des secteurs de l'agriculture et du bâtiment diminue plus fortement dans la zone qu'en région et que l'emploi du secteur tertiaire augmente moins fortement, l'emploi total augmente plus dans la zone. Cette meilleure croissance ne peut s'expliquer que par la structure du tissu économique : plus forte part du secteur tertiaire où l'emploi augmente ; plus faible part des secteurs où l'emploi diminue (agriculture, bâtiment et industrie).

Evolution de l'emploi par qualifications (catégories socioprofessionnelles)



"Ouvriers" et "artisans, commerçants et chefs d'entreprise" : une forte accélération de la diminution des emplois

Entre 1982 et 1999, les emplois diminuent pour les "exploitants agricoles", les "artisans, commerçants et chefs d'entreprise" et les "ouvriers". Entre les périodes 1982 – 1990 et 1990 – 1999, la diminution de l'emploi s'accélère fortement pour les "ouvriers" (respectivement - 0,30 % par an et - 1,42 % par an) et pour les "artisans, commerçants et chefs d'entreprise" (respectivement - 0,20 % par an et - 1,17 % par an). Le rythme de baisse de l'emploi pour les "agriculteurs exploitants" varie très peu entre les deux périodes.

"Cadres et professions intellectuelles supérieures" : un rythme élevé de progression de l'emploi qui s'est fortement ralenti entre 1990 et 1999

Pour les trois autres catégories, l'emploi augmente de 1982 à 1999. Néanmoins, des changements apparaissent dans le rythme de croissance

1. un fort ralentissement de la croissance des emplois pour les "cadres et professions intellectuelles supérieures" (+ 4,48 % par an entre 1982 et 1990, + 1,31 % par an entre 1990 et 1999).
2. un léger ralentissement de la croissance des emplois pour les "professions intermédiaires" (respectivement + 2,48 % par an et + 2,19 % par an).
3. une accentuation de la croissance des emplois pour les "employés" (respectivement + 0,73 % par an et + 1,35 % par an).

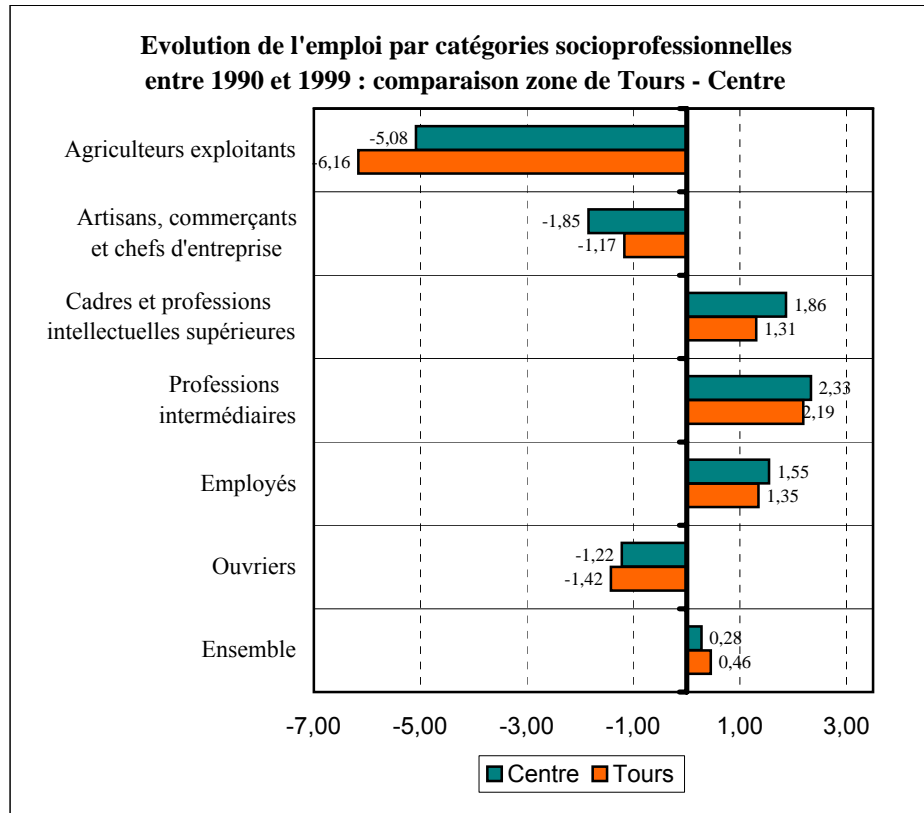
La répartition de l'emploi par catégories socioprofessionnelles sur la zone de Tours

Catégories socioprofessionnelles	1982	1990	1999
Agriculteurs exploitants	5 384	3 400	1 918
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	10 596	10 428	9 378
Cadres et professions intellectuelles sup.	11 620	16 496	18 544
Professions intermédiaires	25 740	31 324	38 069
Employés	40 132	42 536	47 990
Ouvriers	46 372	45 258	39 781
Ensemble	139 844	149 442	155 680

Source : Recensements de la Population - INSEE

Evolution de l'emploi par qualifications (catégories socioprofessionnelles)

"Agriculteurs exploitants" et "ouvriers" ; une diminution des emplois plus forte dans la zone qu'en région



Source : Recensements de la Population - INSEE

Entre 1990 et 1999, les emplois diminuent parmi les "agriculteurs exploitants", les "artisans, commerçants et chefs d'entreprise" et les "ouvriers" dans la zone de Tours et en région Centre.

La zone se différencie par une plus forte diminution des emplois parmi les "agriculteurs exploitants" (- 6,16 % par an contre - 5,08 % par an en région) et parmi les "ouvriers" (- 1,42 % par an contre - 1,22 % par an). En revanche, la baisse des emplois est moins forte pour les "artisans, commerçants et chefs d'entreprises" (- 1,17 % par an contre - 1,85 % par an).

"Cadres et professions intellectuelles supérieures" : une croissance des emplois beaucoup plus faible dans la zone

Pour les "cadres et professions intellectuelles supérieures", pour les "professions intermédiaires" et pour les "employés", les emplois augmentent dans la zone comme dans la région. Si les augmentations sont plus faibles dans la zone pour ces trois catégories socioprofessionnelles, on remarque cependant un écart important pour les "cadres". En effet, leur nombre augmente de 1,86 % par an en région et de 1,31 % par an seulement dans la zone.

Une structure de qualification favorable au développement de l'emploi

Comme nous l'observons, les évolutions d'emplois des catégories socioprofessionnelles sont moins favorables dans la zone qu'en région ; font exception les "artisans, commerçants et chefs d'entreprise". Cependant, l'emploi total augmente plus dans la zone qu'en région. Cette meilleure croissance ne peut s'expliquer que par la structure de qualification : plus forte part des catégories socioprofessionnelles dont l'emploi augmente ("cadres et professions intellectuelles supérieures", "professions intermédiaires" et "employés") ; plus faible part des CSP dont l'emploi diminue ("agriculteurs exploitants", "artisans, commerçants et chefs d'entreprise" et "ouvriers")

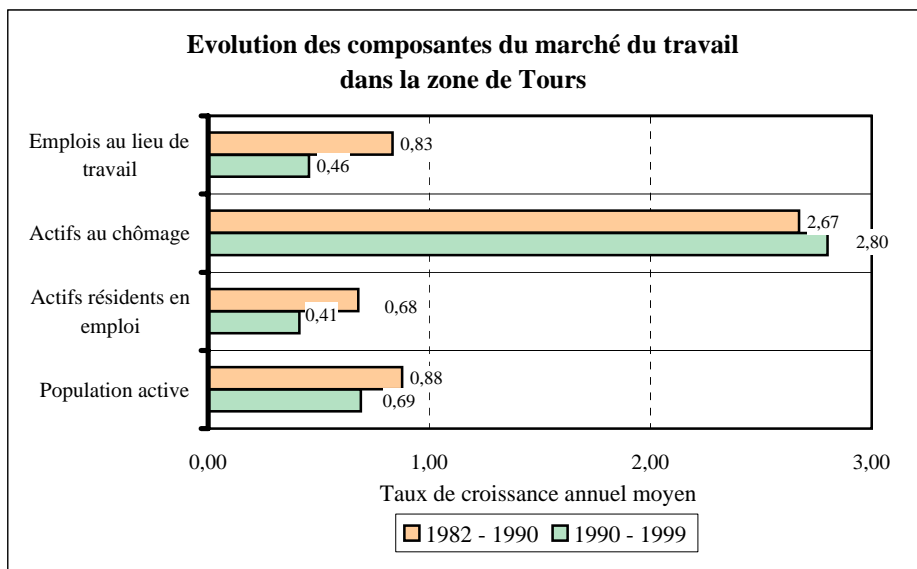
Evolution de la situation de l'emploi

Une dégradation constante du marché du travail entre 1982 et 1999

Entre 1982 et 1999, la population active augmente de 21 429 personnes et le nombre des actifs résidents en emploi de 13 188 personnes seulement. Par conséquent, le marché du travail s'est dégradé avec une augmentation de 8 241 chômeurs. Le taux de croissance annuel moyen du chômage passe de + 2,67 % par an entre 1982 et 1990 à + 2,80 % par an entre 1990 et 1999.

Une augmentation de l'emploi au bénéfice des non résidents de la zone

En 1982, la zone comptait 139 844 emplois et 138 088 actifs résidents en emploi, soit une différence au bénéfice des emplois de 1 756, indication d'un solde positif des déplacements domicile-travail (voir page 15). En 1999, cet écart reste toujours favorable aux emplois (+ 4 404), mais il s'est fortement accru : entre 1982 et 1999, l'augmentation du nombre d'actifs résidents est inférieure à celle des emplois (+ 13 188 actifs résidents en emploi ; + 15 386 emplois). Le solde des déplacements quotidiens domicile-travail devient de plus en plus positif. Ceci rend compte d'une croissance des entrées plus forte que celle des sorties. De ce fait, la progression de l'emploi s'est faite principalement au bénéfice des non résidents de la zone.

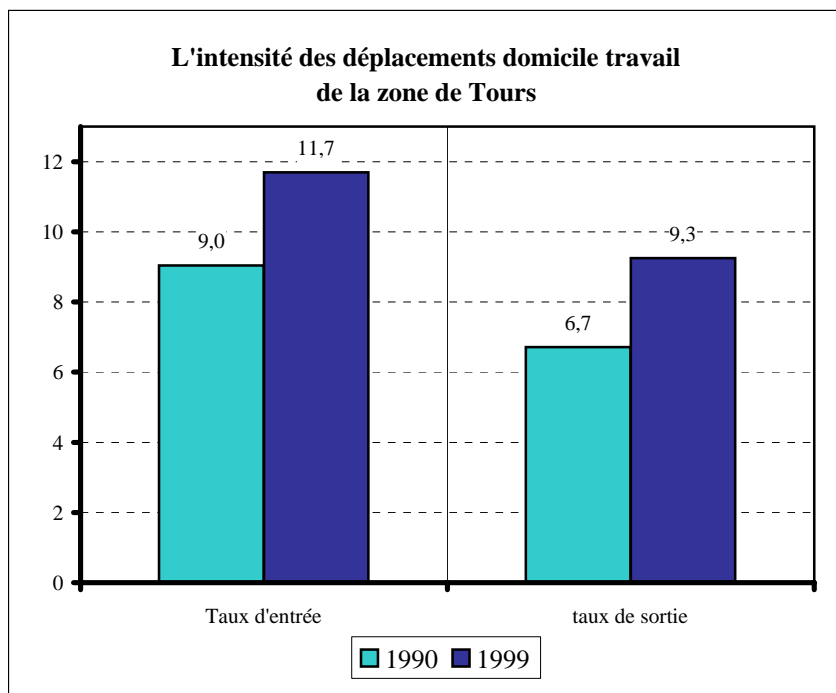


Les composantes du marché du travail dans la zone de Tours

	1982	1990	1999
Population active	152 218	163 222	173 647
Actifs résidents en emploi	138 088	145 774	151 276
Actifs au chômage	14 130	17 448	22 371
Emplois au lieu de travail	139 844	149 442	155 680

Source : Recensements de la Population - INSEE

Evolution des mouvements quotidiens domicile - travail



Source : Recensements de la Population - INSEE

Une faible intensification des échanges domicile-travail

La zone de Tours a connu une faible croissance du taux d'entrée(a) et du taux de sortie(b). Entre 1990 et 1999, le taux d'entrée a augmenté de 2,7 points (5,1 pour la moyenne des zones) et le taux de sortie de 2,6 points aussi (5,5 pour la moyenne des zones).

(a) Le taux d'entrée est le rapport entre les actifs qui viennent d'autres zones pour travailler dans la zone sur l'ensemble des emplois exercés dans la zone (emplois au lieu de travail)

(b) Le taux de sortie est le rapport entre les actifs qui quittent la zone pour travailler sur l'ensemble des actifs résidents et occupant un emploi quel que soit le lieu d'exercice (actifs résidents en emploi)